

Partenariat Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche

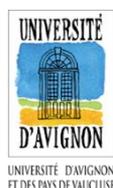
BAROMÈTRE PARTICIPATIF DES VALEURS ET DES REPRÉSENTATIONS EN RÉGION SUD

Référents de la recherche | Philippe Aldrin (CHERPA, Sciences Po Aix) et Magali Nonjon (CHERPA, Sciences Po Aix) | **Équipe de recherche** | Lucas Faure (CHERPA, Sciences Po Aix/Aix-Marseille Université), Camille Floderer (CHERPA, Sciences Po Aix/Université d'Avignon), Audrey Freyermuth (CHERPA, Sciences Po Aix), Vanille Laborde (CHERPA, Sciences Po Aix), Evelyne Lagaune-Tabikh (Lycée Saint Exupéry), Christèle Lagier (LBNC/FR Agor@nTIC, Université d'Avignon - CHERPA, Sciences Po Aix), Karine Michel (CHERPA, Sciences Po Aix), Magali Nonjon (CHERPA, Sciences Po Aix), Jessica Sainty (LBNC/FR Agor@nTIC, Université d'Avignon - CHERPA).

Le Partenariat entre la Région et les Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche

La Région dispose d'un socle de recherche et de formation en sciences humaines et sociales solides et de qualité qui représente un important potentiel de connaissance du territoire régional. Rappelons que d'après Méditerranée Technologie, la région comptabilise en effet 68 500 étudiants, 9 écoles doctorales, 83 structures universitaires de recherche, 800 chercheurs issues de structures notées A et A+ par l'AERES. Ce creuset est susceptible d'alimenter la réflexion des différents acteurs de la région, de contribuer à la mise en débat de ses problématiques socio-économiques et de constituer une aide à la décision publique. La présence de ces formations et de ces laboratoires en sciences humaines et sociales constitue également un atout pour le développement économique, fondé sur l'innovation la formation de haut niveau et l'interdisciplinarité des savoirs.

Afin de valoriser ce milieu d'expertise et de le mettre au service des politiques régionales, la Région met en œuvre depuis 2015, un partenariat avec les cinq Universités de la Région et Science Po Aix.



Sommaire

SYNTHÈSE	5
-----------------------	----------

PRÉALABLE POURQUOI ET COMMENT ÉTUDIER LES REPRÉSENTATIONS ?	8
--	----------

LES PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES DU BAROMÈTRES DES VALEURS ET DES REPRÉSENTATIONS : UN BAROMÈTRE EXPÉRIMENTAL ET PARTICIPATIF	10
AU CŒUR DU PROGRAMME “BAROMÈTRE” - LA SOCIO-SPATIALISATION DES CONDITIONS D’EXPÉRIENCE ET DE JUGEMENT DU MONDE VÉCU	13

I LES REPRÉSENTATIONS DU TERRITOIRE : DES DESCRIPTIONS OBJECTIVES AUX PERCEPTIONS SUBJECTIVES	15
--	-----------

A DES TERRITOIRES MESURÉS AUX TERRITOIRES VÉCUS	15
--	-----------

1. SITES ENQUÊTÉS ET INDICATEURS DYNAMIQUES DES TERRITOIRES	15
2. DES CORRESPONDANCES ENTRE TERRITOIRES MESURÉS ET PERCEPTIONS SUBJECTIVES	18
3. QUAND LE TERRITOIRE MESURÉ ENTRE EN DISSONANCES AVEC LES PERCEPTIONS DES ENQUÊTÉS	21
4. LA RÉGION, TERRITOIRE MÉCONNU, CONCURRENCÉ MAIS CADRE DE L’ACTION PUBLIQUE	25
1. UNE VARIABLE GÉNÉRATIONNELLE MISE EN QUESTION PAR LA COHORTE	30

B MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES REPRÉSENTATIONS SUBJECTIVES : QUELQUES CLÉS D’ANALYSE	30
--	-----------

2. ÊTRE/SE SENTIR EN MARGE D’UN TERRITOIRE OU À CHEVAL SUR PLUSIEURS ESPACES.....	31
3. QUAND LE GENRE ENTRE EN JEU.....	32
4. LES EXPÉRIENCES PRATIQUES D’AUTRES TERRITOIRES	32
5. DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS ET ASSIGNATION TERRITORIALE.....	33
6. MOBILITÉS ET MICRO-MOBILITÉS RÉSIDENNELLES ET SOCIALES	33
7. SOCIABILITÉS, RESSOURCES DU PROCHE ET AUTOCHTONIE	34

II QUAND LE TERRITOIRE DEVIENT UN MARQUEUR D’IDENTIFICATION.....	35
---	-----------

A CONSTRUCTION DE SOI ET (NON) APPROPRIATION DU TERRITOIRE ET DE SON IMAGE	35
---	-----------

1. LES EXPÉRIENCES DE « CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE » - CE QUE LE TRAVAIL SUR LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE RENSEIGNE EN MATIÈRE D’IDENTIFICATION AU TERRITOIRE	38
2. ÉVITER LE TERRITOIRE POUR POUVOIR EXISTER.....	46
3. S’INVESTIR DANS LE TERRITOIRE ET ACCEPTER DE PORTER LA PAROLE DES “QUARTIERS NORDS” : QUAND LES DISPOSITIFS DE DISCRIMINATIONS IMPOSENT LE TERRITOIRE COMME MARQUEUR D’IDENTIFICATION.....	47
4. S’ACCOMMODER DU TERRITOIRE, “PAR NÉCESSITÉ”	49
5. LE TERRITOIRE COMME RESSOURCE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE : VIVRE DANS UN ÎLOT PRIVILÉGIÉ.....	50
6. QUAND L’ATTACHEMENT AU TERRITOIRE EST VÉCU COMME LE RÉSULTAT D’UNE OPPORTUNITÉ OU ENCORE D’UN CALCUL	52

B DES DYNAMIQUES D'IDENTIFICATION SOUS CONTRAINTES : CAPITAL D'AUTOCHTONIE, TRANSFUGES SOCIAUX ET POIDS DES MICRO-MOBILITÉS.....	53
1. LE CAPITAL AUTOCHTONIE ENTRE RESSOURCES ET CAPTIVITÉ	53
2. PASSER LES FRONTIÈRES SOCIALES : L'EFFET BOOMERANG DU TERRITOIRE COMME MARQUEUR D'IDENTIFICATION.....	57
3. LE POIDS DES MICRO-MOBILITÉS.....	58
<u>CONCLUSION.....</u>	63
<u>ANNEXES.....</u>	67
ANNEXE 1. GRILLE D'ENTRETIENS PANÉLISÉS (VAGUE N°1)	68
ANNEXE 2. GRILLE D'ENTRETIENS PANÉLISÉS (VAGUE N°2)	79
ANNEXE 3. NOTRE ENQUÊTE PAR COHORTE : UNE MÉTHODOLOGIE PLURIELLE ET INNOVANTE	86
<u>TABLE DES ILLUSTRATIONS</u>	89
<u>TABLE DES ILLUSTRATIONS</u>	89
<u>TABLE DES MATIERES</u>	90

SYNTHÈSE

MOTS-CLÉS : baromètre participatif ; représentations subjectives ; identification ; territoire ; connaissance des administrés ; bien-vivre.

Synthèse | Au cours de l'année 2018, une équipe de chercheurs du Centre de recherche de Sciences Po Aix – le CHERPA – s'est engagée dans la conception d'un « Baromètre des valeurs et des représentations en région Sud » (BVR). Ce baromètre constitue un dispositif original et longitudinal de suivi des représentations du territoire et des valeurs de ses habitants autour des valeurs fondatrices du vivre ensemble (égalité, opportunités concrètes, visions de l'avenir, justice, qualité de vie, appréhension des changements) dans la Région Sud. A la différence des baromètres d'opinion traditionnellement utilisés par les décideurs publics et politiques, il combine analyse de données objectives à partir de la compilation de catégories statistiques utilisées dans les enquêtes sur les conditions de vie (CSP, âge, revenus, etc.) et de données originales construites directement à partir des représentations subjectives des enquêtés. A ce titre, le BVR présente des caractéristiques inédites, celles de suivre d'une part dans le temps long le même échantillon d'enquêtés et d'autre part d'intégrer dans son protocole d'enquête une dimension participative.

Investissant 6 territoires régionaux contrastés sélectionnés dans les sous-systèmes identifiés dans le cadre du SRADDET, l'enquête conduite fait le pari de l'approche localisée des représentations et des valeurs des individus c'est-à-dire « au plus proche de soi ». L'étude comporte 2 techniques d'études qui se sont déroulées en parallèle et se complètent : une enquête panélisée et un suivi de cohortes. À la fin de cette première année du projet, les enquêtés panélisés ont fait l'objet de deux vagues d'entretien, la première s'est déroulée entre mai et juillet 2018 et la seconde en octobre de cette même année. Deux focus group ont été réalisés en juillet et novembre avec la cohorte donnant lieu notamment à la production de cartes participatives.

Les premiers résultats produits dans ce rapport intermédiaire soulignent combien les individus ne se reconnaissent jamais totalement dans les catégorisations établies à partir du seul souci statistique (homogénéité et comparabilité des données recueillies). Celles-ci s'avèrent, dans la vie quotidienne, souvent largement déconnectées des expériences et des visions du monde des enquêtés. Aussi, l'un des premiers résultats du BVR pour cette année 1 réside dans sa capacité à questionner les indicateurs classiquement utilisés pour définir le bien vivre et la hiérarchisation des valeurs investies par les habitants de la région.

Une série de clés d'analyse qui seront amenées à être travaillées, précisées et affinées ont été identifiées. Elles devraient permettre aux services de la Région Sud d'élaborer des indicateurs - pour partie, inédits - de mesure du bien-être.

1. Une variable générationnelle mise en question par la cohorte

Au-delà de l'âge, les données recueillies dans le BVR amènent à saisir en quoi les individus d'une même génération se rattachent à des univers de sens différents. Confrontés à des temps de la vie (études/activité/retraite) différents, les enquêtés engagent dans leurs réponses divers rapports aux expériences sociales, bénéficient d'inégales capacités à la comparaison avec d'autres territoires, y rattachent de multiples situations relationnelles qu'il s'agira d'étudier.

2. Être/se sentir en marge d'un territoire ou à cheval sur plusieurs espaces

Vivre sur un territoire c'est d'abord se comparer à celles et ceux qui y vivent également, c'est apprécier sa position par rapport aux autres mais plus encore évaluer quotidiennement ce qu'il faudrait faire pour leur ressembler. Sur ce point les données recueillies invitent à penser des indicateurs qui permettent de prendre en compte la position objective comme la dimension subjective d'être ou de se sentir en marge ou à cheval sur plusieurs espaces dans les modalités d'appropriation et de bien-être sur le territoire.

3. Quand le genre entre en jeu

Au-delà du sexe, donnée biologique, le genre, catégorie d'analyse pour les sciences sociales et outil critique des rapports de pouvoir peut difficilement être évacué dans l'étude des relations au territoire vécu. L'occupation de l'espace (public/privé) mais également les formes de mobilité à l'intérieur du territoire étudié et au-delà traduisent des différences entre hommes et femmes.

4. Les expériences pratiques d'autres territoires

Le rapport au territoire ne peut pas être pensé seul indépendamment des rapports entretenus de manière régulière ou plus ponctuelle (mais néanmoins référentielle c'est à dire pouvant jouer le rôle d'étalon de mesure dans les jugements positifs ou négatifs portés sur le territoire où l'on vit) avec d'autres territoires.

5. Dispositifs institutionnels et assignation territoriale

L'appartenance territoriale est également qualifiée de l'extérieur par ceux qui sont chargés de l'administrer et notamment l'ensemble des politiques publiques qui découpent l'espace ou les dispositifs institutionnels qui privilégient une entrée territoriale (dispositifs de discrimination positive, CIQ ou encore politique de la ville) possiblement stigmatisante. Les appropriations différenciées de ces dispositifs demeurent aujourd'hui sous exploitées dans l'analyse des représentations du territoire et plus largement du « bien-vivre ».

6. Mobilités et micro-mobilités résidentielles et sociales

Le territoire, selon que l'on considère le quartier, la commune mais encore plus la région peut-être le lieu de micro-mobilités résidentielles

qui traduisent dans bien des cas des mobilités sociales que les enquêtés peuvent vivre comme ascendantes mais également comme descendantes. Les mobilités résidentielles comme levier d'action pour favoriser les mobilités sociales devrait faire l'objet d'une attention grandissante de la part des décideurs publics et politiques régionaux.

7. Sociabilités, ressources du proche et autochtonie

Le rapport au territoire peut constituer un élément de valorisation personnelle en ce qu' "Être d'un lieu" peut constituer une forme de capital d'autochtonie venant renforcer certains attributs ou combler certains handicaps et offrir les moyens d'une réputation.

Baromètre participatif des valeurs et des représentations en Région Sud

PRÉALABLE | POURQUOI ET COMMENT ÉTUDIER LES REPRÉSENTATIONS ?

Fondés sur le recueil et l'interprétation (souvent par la création d'indices) de données d'enquêtes statistiques, les baromètres territoriaux s'inscrivent dans une tradition d'analyse quantitative qui a démontré sa pertinence pour mesurer des flux économiques, des déplacements matériels, des propriétés sociodémographiques et, plus largement, la mesure de toute chose permettant d'être mise en chiffres et comparée objectivement (c'est-à-dire sans faire intervenir un jugement de valeur ou une impression subjective). Aussi de tels appareils de mesure quantitatifs ne sont pas tout à fait adaptés pour saisir et analyser des idées et des affects, c'est-à-dire des jugements forgés sur les représentations, les impressions ou les sentiments des répondants. Depuis leur apparition, il y a 80 ans, sur la scène électorale américaine, les sondages d'opinion ont d'ailleurs subi des salves inépuisables de critiques (Blondiaux, 1997). Et, s'ils se sont imposés rapidement comme un « instrument scientifique » de mesure des préférences électorales et des représentations des citoyens sur les affaires publiques, les sondages d'opinion ont fait l'objet d'incessantes adaptations techniques en continuant d'être dénoncés comme « une science sans savants ». En somme, si la généralisation du recours à la technique du questionnaire fermé répond à une forte demande médiatique et institutionnelle (pour anticiper les votes et sonder les humeurs de la population), des cas - y compris très récents - de surprise électorale (brexit, victoire de Donald Trump) ou d'explosions populaires (la mobilisation des « gilets jaunes ») rappellent l'imprécision d'un tel instrument de mesure.

Les sondages d'opinion par questionnaires fermés comportent en effet divers biais intrinsèques, c'est-à-dire inscrits dans l'hypothèse fondatrice d'une telle démarche quantitativiste appliquée aux opinions et aux représentations. La controverse qui oppose sociologues usagers et défenseurs des sondages d'opinion à ceux qui en pourfendent les fondements comme les effets (Bourdieu, 1973 ; Champagne, 1990 ; Lehingue, 2007) est aussi vieille que la technique sondagière. Sans entrer

dans les arcanes de cette controverse, rappelons tout de même les failles logiques des deux présupposés « sociologiques » qui sont au principe d'existence même des sondages d'opinion. Tout d'abord, la démarche consistant à soumettre un questionnaire fermé à des individus repose sur le double présupposé que ces individus possèdent un avis sur le thème de l'enquête et que quel que soit leur avis, il peut être standardisé (dans la formulation préalablement fixée de la question et des réponses proposées), étalonné, cumulé, classé. Ensuite, cette même démarche consistant à soumettre un questionnaire fermé à des individus suppose que les avis ainsi recueillis présentent les qualités – sincérité, consistance, stabilité, comparabilité – justifiant leur interprétation à travers diverses opérations statistiques de distribution, d'agrégation, de comparaison ou de croisement avec les propriétés des répondants (âge, sexe, niveau d'éducation, profession, résidence). Aussi, hormis pour certaines problématiques qui bénéficient d'un large intérêt médiatique, le procédé qui consiste à faire choisir des réponses pré-formulées dans une liste close puis à considérer que cette conformation des répondants à l'exercice demandé vaut opinion ne produit, la plupart du temps, que des "opinions" ou des "représentations" tout à fait artificielles.

On comprend donc que certains chercheurs contestent l'idée même que l'on puisse qualifier de telles données d'« opinions » pour ensuite les soumettre à un intense traitement statistique, établir des histogrammes et échafauder des indices. Mais toute métrique des opinions et des représentations n'est pas *a priori* contestable. Tout dépend, en réalité, du type de sollicitations et des modalités de réponses proposées par les enquêteurs. S'il s'agit de dire sa préférence dans une liste de candidats déclarés à une élection ou choisir la valeur qui leur est la plus chère, classer des politiques à leurs yeux prioritaires, l'exercice n'est pas totalement risqué sur le plan de la stricte logique sociologique. L'exercice devient extrêmement plus périlleux quand les enquêteurs s'aventurent à placer les répondants dans une épreuve consistant à évaluer comparativement plusieurs prédictions économiques (ex. : Selon vous, quel impact aurait le relèvement de l'âge de la retraite ?) ou trancher des controverses politiques (ex. : La France doit-elle sortir du nucléaire ?). Souvent, d'ailleurs, dans les termes utilisés comme dans la problématisation qu'elles formulent, ces questions font sens dans une partie seulement de la société. En "questionnant le questionnaire" (Bourdieu, Grignon, Passeron, 1968), on s'aperçoit qu'il traduit davantage les préoccupations du moment au sein des milieux de la décision mais fait plus rarement écho aux problèmes qui occupent l'esprit des « citoyens ordinaires ». On peut imaginer sans peine le décalage cognitif que produit toute sollicitation invitant les répondants à se mettre à la place des dirigeants confrontés à l'impératif de hiérarchiser des priorités, faire des choix, lancer des initiatives. Ainsi, il n'est pas rare que les sollicitations glissées dans des sondages d'opinion présentent un très faible niveau de réalisme (au regard de la situation sociale, de l'âge, du degré d'intérêt pour la politique du répondant) et de complexité (au regard de la précision, de la technicité ou de la spécificité lexicale de la question).

Fortes de ces observations, les enquêtes qui visent le recueil et l'analyse des représentations subjectives des enquêtés recourent le plus souvent possible à des dispositifs de questionnement biographiques et ouverts (comme le guide d'entretien semi-dirigé). Ces techniques d'entretien donnent aux enquêtés la latitude de se situer socialement et d'expliquer leurs visions du monde avec leurs propres mots.

Les principes méthodologiques du Baromètres des Valeurs et des Représentations : un baromètre expérimental et participatif

Souhaitant saisir les représentations des habitants de la Région Sud (et non pas demander à ces derniers de sélectionner des réponses parmi une liste d'options possibles et préétablies), les enquêteur-e-s du Baromètre des valeurs et des représentations (BVR) ont conçu une méthodologie fidèle à cette démarche qualitative.

Encadré n°1 - LE DISPOSITIF D'ENQUÊTE

Notre **protocole d'enquête** combine des **entretiens panélisés (1)** auprès de 36 enquêtés habitant 6 territoires de la Région et une **enquête par cohorte (2)**, qui a porté en 2018, sur 15 élèves et étudiants passés (ou inscrits) dans un dispositif d'égalité des chances du lycée Saint Exupéry (Marseille, 13015).

(1) Notre **panel est composé de 6 enquêtés dans chacune des 6 villes-espaces**, qui ont été sélectionnées dans les sous-systèmes identifiés dans le cadre du SRADDET et qui sont les suivantes: Aix-en-Provence, Brignoles, Cagnes-sur-Mer, Digne-les-Bains, Isle-sur-Sorgue et Marseille (arrondissements 15 et 16). Dans chacun de ces espaces, les 6 enquêtés ont été choisis en fonction de leurs "propriétés" sociodémographiques (ici, la CSP, l'âge, le sexe et le lieu de résidence) et ce, de sorte à représenter différents univers d'existence. Nous avons, d'une part, panélisé des enquêtés sur la base de leur appartenance à quatre catégories socioprofessionnelles (petits patrons ; membres des professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique; cadres et professions supérieures; employés du salariat d'exécution - working class). Nous avons, d'autre part, panélisé des lycéens et des retraités pour inclure une variable générationnelle.

(2) Pour cette première année, **notre cohorte était composée de 15 jeunes, inscrits ou passés dans le dispositif d'égalité des chances : "Programmes d'Études Intégrées" (PEI) du Lycée Saint Exupéry (Marseille)**. Parmi eux, 5 filles et 10 garçons qui avaient alors entre 16 et 23 ans (1 élève de 1ère (dans le dispositif PEI) ; 7 élèves de Terminale et 7 élèves passés par le dispositif PEI et désormais à Sciences Po Aix).

Notre équipe a rencontré ces enquêtés (panélisés et cohorte) à

l'occasion de deux vagues d'entretiens : la première s'est tenue entre mai et juillet 2018 et la seconde, entre octobre et novembre 2018. Sans les contraintes liées au temps circonscrit pour l'enquête et le financement de cette dernière, ces entretiens auraient pu être davantage espacés pour mieux saisir les éventuels effets de plus amples transformations des contextes de vie, des conditions de production des politiques publiques ou encore des configurations territoriales. Les entretiens combinent la méthode des entretiens biographiques et la méthode du questionnaire semi-dirigé afin de recueillir des informations précieuses sur les dimensions objectives comme subjectives de l'existence des enquêtés : 1) la trajectoire sociale, professionnelle et géographique des enquêtés ; 2) les formes et l'intensité des liens sociaux (capital social, affiliations aux groupes primaires et secondaires) et le rapport aux « institutions » (pouvoirs publics, etc.) ; 3) les conditions de vie matérielle et culturelle (revenus et postes de dépenses du foyer, logement, loisirs, consommation de biens culturels). Il s'agit ainsi d'appréhender dans la finesse et en tenant compte des représentations subjectives des enquêtés les transformations dans le temps des rapports au territoire.

Dans le cas de notre cohorte, ce dispositif d'enquête par entretien a été complété avec des focus group, la réalisation de cartes participatives et des observations ethnographiques. Le détail de la méthode est à retrouver en annexe n°3.

Ainsi, le baromètre présenté ici se différencie à plusieurs égards des baromètres d'opinion classiques commandés par les décideurs publics et politiques. Il peut tout d'abord être défini comme "**participatif**" dans la mesure où son protocole intègre directement les représentations subjectives des individus rencontrés. En discutant avec les enquêtés dans le cadre d'entretiens semi-dirigés combinés à des focus group et des ateliers de cartographie participative, ces derniers sont invités à produire eux-mêmes des données originales et subjectives. Cela signifie que dans sa conception même le BVR combine une partie de questions fermées (questions trend) posées à chaque vague aux enquêtés et une partie de commentaires développés par les enquêtés eux-mêmes. A ce titre, le BVR offre la possibilité de travailler à la fois sur des variables "lourdes" (poids du revenu, des CSP d'appartenance dans les représentations du territoire et du bien-être) tout en étant attentif à la manière dont les enquêtés formulent eux-mêmes leurs préoccupations et leurs priorités. Deuxièmement, à la différence des baromètres classiques, la plus-value du BVR se situe dans sa capacité à suivre sur le temps long la même population dans l'évolution de ses représentations comme de ses positions objectives dans la société (changement de revenu, mobilités professionnelles, etc.). Dit autrement, dans le BVR un "cadre du public", un "chômeur" ou un enquêté "profession intermédiaire" ne peut pas être substitué à un autre "cadre du public", "chômeur" ou "profession intermédiaire" en partant du principe que la catégorie CSP suffit en elle-même à définir et modéliser des rapports spécifiques au territoire. Le BVR ne part ainsi pas du principe que chaque enquêté est interchangeable du moment que les quotas statistiques sont respectés. Cette panélisation et fidélisation de l'échantillon est coûteuse

et nécessite de construire avec les enquêtés des relations de confiance. Ces dernières ne préservent pas d'ailleurs de l'attrition progressive de l'échantillon.

La fidélisation des enquêtés et l'approche dans le temps long visent à renforcer la connaissance des administrés sur le territoire de la Région Sud. Aussi si l'enquête BVR ne peut prétendre à la représentativité statistique, elle permet de saisir ce qui fait sens chez les individus dans leur définition, leur appropriation et leur perception du territoire. A ce titre, l'équipe du BVR souhaite d'une part approfondir la connaissance des décideurs politiques et publiques quant à la diversité et la complexité des modalités d'appropriations du territoire. D'autre part, elle travaille également à mieux comprendre ce qui est susceptible de faire changer (ou pas) ces appropriations en positif comme en négatif (au-delà des catégories statistiques usuellement utilisées pour définir des territoires en déclin ou attractifs). Si lors de cette première année d'expérimentation du BVR ce sont les échelles du proche, le local (la commune), voir le micro-local (le quartier, l'ilôt) qui sont analysées c'est avant tout parce que ce sont ces échelles qui font sens pour les enquêtés. Pour autant, nous montrerons dans ce rapport que le territoire régional y est largement intriqué que ce soit dans les mobilités, la référence aux groupes primaires (amis, familles) et secondaires (collègues, expériences professionnelles) ou encore plus largement dans la mise en question des compétences réservées ou partagées de l'institution du Conseil régional (transport, formation professionnelle, lycée, politiques d'attractivités, etc.).

Enfin, nous souhaitons rappeler que l'utilisation de ce baromètre "participatif" et qualitatif ne signifie pas une mise à distance des enjeux de mesure de ces représentations. Le BVR, par son protocole original vise, sur le plus long terme, à fournir des pistes/clés d'analyse qui devraient permettre aux services de la Région Sud d'élaborer des indicateurs - pour partie, inédits - de mesure du bien-être. Ces indicateurs pourront d'ailleurs être mis à l'épreuve des baromètres classiques. À ce titre, le BVR peut être utilisé comme un instrument complémentaire, permettant notamment d'opérer une confrontation entre les données qualitatives qu'il recueille et celles déjà disponibles à l'échelle régionale.

Au cœur du programme “baromètre” - La socio-spatialisation des conditions d'expérience et de jugement du monde vécu

Adossé à une enquête qualitative et multi-située, le programme BVR vise à étudier les effets de la socio-spatialisation des activités et des individus sur les représentations du réel de ces derniers. À rebours d'une lecture déterministe des propriétés des acteurs sociaux (qui seraient mus par la combinaison des attributs sociaux repérables et mesurables statistiquement), ce programme d'enquête prend au sérieux l'hypothèse que les perceptions et auto-perceptions des individus sont fortement conditionnées par les contextes de leurs existences, par les mobilités géographiques, sociales et professionnelles qui marquent leur trajectoire de vie mais aussi par les marchés de relations et d'idées offerts par les groupes primaires dans lesquels se forgent leurs liens de sociabilité. Au sens de Bernard Lahire, il s'agit donc d'adopter un regard « dispositionnaliste et contextualiste » sur les liens qu'entretiennent les visions du monde avec la distribution spatiale des modes et des styles de vie.

Bien qu'elles s'expriment de façon subjective et sont souvent indexées à des histoires personnelles voire intimes, les perceptions du monde réel sont toujours générées par des processus macro-sociaux et micro-sociaux généralisables (Passeron, 2006). Ainsi, la démarche du BVR s'attache à repérer les facteurs susceptibles d'engendrer ou modifier des représentations de la société qui tiennent, d'une part, aux caractéristiques des trajectoires et des modes de vie des individus et, d'autre part, aux configurations des territoires où s'inscrivent leurs existences. Aussi, pour les individus, certaines propriétés pourront être modélisées. On pense par exemple aux variables sociodémographiques, aux dynamiques de mobilité (ascendantes ou descendantes) dans la structure sociale, ou encore la prise en charge par un dispositif spécifique (comme un programme de démocratisation scolaire). Il en est de même pour les espaces de vie : morphologie du peuplement (revenu moyen, taux de chômage des jeunes...), offre de programmes et de services publics, proportion de logements sociaux, fonctionnalité économique, etc. Plus largement, le programme BVR devrait être en mesure de tester deux grandes hypothèses dans les dynamiques d'appropriation du territoire. Le versant « panel » de l'enquête est centré sur l'hypothèse des effets sur les représentations du périmètre social et géographique des existences. Le versant « cohorte » explore cette même hypothèse en plaçant au cœur du questionnement le critère de génération et la question du champ des possibles (ou de la « causalité du probable » pour parler comme Pierre Bourdieu) affecté par des dispositifs supposés aider à « traverser les frontières sociales » (Pasquali, 2014).

Pour ce rapport intermédiaire, au regard des données récoltées et des premières analyses, l'équipe BVR a choisi de montrer, dans un premier temps, les apports d'une entrée par les territoires vécus en dressant

notamment quelques clés d'analyse qui pourraient nourrir le travail des décideurs politiques et publics dans leur compréhension des représentations du territoire et servir de leviers d'action pour enrichir, dans un plus long terme, les orientations des politiques publiques en région Sud. Dans un deuxième temps, un focus plus approfondi et nourri par des portraits d'enquêtés est proposé et développé afin de réfléchir à la complexité des dynamiques d'identification au territoire. Il s'agit dans cette partie de revenir sur les effets du capital d'autochtonie, des situations de "transfuges sociaux" et des micro-mobilités.

I | LES REPRÉSENTATIONS DU TERRITOIRE : DES DESCRIPTIONS OBJECTIVES AUX PERCEPTIONS SUBJECTIVES

A | Des territoires mesurés aux territoires vécus

1. Sites enquêtés et indicateurs dynamiques des territoires

Pour chacun des six territoires de notre enquête, les données chiffrées ne manquent pas. Notamment produites par l'INSEE, elles sont mobilisées dans de nombreux travaux et études dans le but de décrire ces territoires et ainsi de mieux les comprendre. Les données de l'INSEE et les nombreux indicateurs produits à partir de ces dernières informent sur les grandes dynamiques socio-économiques qui caractérisent ces territoires. Elles témoignent des disparités entre les territoires (entre les métropoles, entre les communes ou au niveau des IRIS).

Ainsi, les études que nous avons pu consulter à propos des territoires choisis pour cette enquête témoignent des principales caractéristiques socio-économiques de ces communes et des quartiers qui les composent. En fonction des niveaux de revenus, des taux de chômage ou encore du niveau de formation des populations, certains territoires y apparaissent plus favorisés (comme Cagnes et Aix-en-Provence) et d'autres, plus défavorisés (L'Isle-sur-Sorgue, Digne, Brignoles et, surtout les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille). Certains territoires sont inscrits dans des dynamiques positives (comme Cagnes-sur-Mer), d'autres, à l'inverse semblent caractérisés par des dynamiques plus négatives (comme Digne-les-Bains).

Figure 1 – LES TAUX DE PAUVRETÉ DES 6 TERRITOIRES DE L'ENQUÊTE

Légende :

	Taux de pauvreté supérieur à la moyenne régionale (17%)
	Taux de pauvreté identique à la moyenne régionale (17%)
	Taux de pauvreté situé entre la moyenne nationale (14%) et la moyenne régionale (17%)
	Taux de pauvreté inférieur à la moyenne nationale (14%)

Communes	Population en 2013	Taux de pauvreté en 2013
Marseille	855 400	25%
Brignoles	16 450	22%
Digne-les-Bains	16 500	17%
L'Isle-sur-Sorgue	18 950	17%
Aix-en-Provence	141 545	14%
Cagnes-sur-Mer	46 940	13%

Source : tableau réalisé à partir des tableaux « Les grands territoires de la région », « Connaissance du Territoire », Partenariat Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Agences d'urbanisme (2017)

Figure 2 - CATEGORISATION DES TERRITOIRES EN FONCTION DE LEURS REALITES SOCIO-ECONOMIQUES, PASSEES ET PRESENTES

Légende :

	Classe « A » Quartiers/Territoires très favorisés, à faible dépendance des revenus salariaux
	Classe « B » Quartiers/Territoires très favorisés
	Classe « C » Quartiers/Territoires résidentiels, favorisés, à forte présence de personnes seules et âgées
	Classe « D » Quartiers/Territoires résidentiels, familles plutôt favorisées et actives
	Classe « E » Quartiers/Territoires de centres-villes et/ou à forte diversité sociale
	Classe « F » Quartiers/Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées
	Classe « G » Quartiers/Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de familles et forte dépendance aux revenus salariaux
	Classe « H » Quartiers/Territoires de populations à fortes difficultés socio-économiques
	Données non disponibles

	2000	2009
Aix-en-Provence	« Territoires de centres-villes et/ou à forte diversité sociale »	« Territoires de centres-villes et/ou à forte diversité sociale »
Brignoles	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »
Cagnes-sur-Mer	« Territoires résidentiels, familles plutôt favorisées et actives »	« Territoires résidentiels, favorisés, à forte présence de personnes seules et âgées »
Digne-les-Bains	« Territoires résidentiels, favorisés, à forte présence de personnes seules et âgées »	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »
Isle-sur-Sorgue	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »
Marseille	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »	« Territoires de ménages locataires fragiles, à forte présence de personnes seules et âgées »

Source : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, COMPAS, *Disparités socio-spatiales en Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur*, 2014.

Arrondissement où se situe le quartier	Nom du quartier	2009	2000
14	Picon-Font Vert	Classe H	Classe H
15	La Savine	Classe H	Classe H
15	La Mure	Classe C	Classe F
15	Consolat	Classe H	Classe H
15	Kalliste	Classe H	Classe H
15	Baumillons	Classe F	Classe G
15	FabrettesBourrely	Classe G	Classe F
15	Résidence Nord	Classe D	Classe F
15	Cité et Résidence Saint Louis	Classe G	Classe F
15	La Castellane	Classe H	Classe H
15	Cités de la Viste	Classe H	Classe H
15	La Viste Village	Classe G	Classe F
16	Château Bovis	Classe F	Classe F
16	Les Riaux	Classe H	Classe F
16	La Pelouque	Classe G	Classe G

Source : Tableau réalisé sur la base de l'étude : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, COMPAS, *Disparités socio-spatiales en Région Provence-Alpes-Côte-D'Azur*, 2014.

Ainsi, les indicateurs dynamiques utilisés dans ces enquêtes - dont les actualisations statistiques peuvent être plus ou moins récentes - ont le mérite de caractériser ces territoires et de donner des étalons de comparaison spatiale et temporelle. Pour autant dans quelle mesure ces cartographies socio-spatiales des territoires font sens pour les administrés eux-mêmes ? L'intégration dans un territoire dont les dynamiques socio-spatiales sont caractérisées par des indicateurs négatifs implique t-elle nécessairement une appropriation/ représentation négative de ce même territoire ?

2. Des correspondances entre territoires mesurés et perceptions subjectives

Lorsque l'on s'intéresse à la façon dont les individus de ce panel perçoivent leur territoire et leur cadre de vie, on observe bien une certaine correspondance avec les descriptions objectives de ces territoires.

Ainsi, dans les territoires les plus favorisés¹, notamment de Cagnes-sur-Mer et d'Aix-en-Provence, on observe que 10 répondants (sur 13) jugent que leur territoire « va assez bien », voire « très bien » (voir tableau n°5). À l'inverse, dans les territoires les moins favorisés de notre enquête (qui sont composés d'une dizaine de quartiers des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille), seuls 4 répondants (sur 15) choisissent ces mêmes réponses (voir tableau n°1).

¹ Dans la catégorie des territoires les plus favorisés, nous avons pris les données des territoires et des quartiers allant de A à E (nous avons choisi d'intégrer la classe "E" car il nous semblait opportun d'intégrer la ville d'Aix, au regard notamment de son taux de pauvreté, bien en dessous de la moyenne régionale). Dans les territoires défavorisés, nous avons choisi d'intégrer ceux qui étaient entre G et H.

Cette correspondance se retrouve également dans une variable comme le souhait de déménager. Ainsi, 11 de nos 17 enquêtés issus des territoires les plus défavorisés estiment vouloir déménager (dont 8 hors de leur ville de résidence). À l'inverse, seuls 4 de nos enquêtés issus des territoires les plus favorisés déclarent vouloir déménager (et parmi eux, deux seulement disent vouloir quitter leur ville de résidence) (voir tableaux n°3 et 7).

Ces réponses tendent à exprimer un rapport conscientisé au territoire, aux possibilités qu'il offre ou qu'il n'offre pas.

Ce rapport conscientisé au territoire est également visible dans les réponses aux questions sur la présence des pouvoirs publics sur le territoire. À ce titre, la présence des pouvoirs publics est jugée beaucoup plus satisfaisante dans les territoires les plus favorisés : 9 enquêtés (sur 12 répondants) jugent ainsi satisfaisante la présence des pouvoirs publics sur les territoires favorisés (voir tableau n°6). Au contraire, sur les territoires plus défavorisés, sur 16 répondants, un seul juge la présence des pouvoirs publics « satisfaisante » (les autres la jugeant moyenne (5), peu satisfaisante (5), voire pas du tout satisfaisante(5)) (voir tableau n°2). Cela interroge le sentiment d'abandon dont certains individus peuvent témoigner à l'égard des pouvoirs publics invitant à questionner l'efficacité des politiques publiques engagées sur ces territoires.

Tableau 1 - Qualification du lieu de résidence dans les territoires les plus défavorisés du panel (N=17)

Qualification du lieu de résidence	
Va très bien	2
Va assez bien	2
Va moyennement bien	7
Ne va pas très bien	4
Ne va pas bien du tout	2
Nombre total de répondants	17

Tableau 2 - Avis sur la présence des pouvoirs publics dans les territoires les plus défavorisés du panel (N=16)

Présence des pouvoirs publics	
Très satisfaisante	0
Assez satisfaisante	1
Moyennement satisfaisante	5
Pas très satisfaisante	5
Pas du tout satisfaisante	5
Nombre total de répondants	16

Tableau 3 – Individus souhaitant déménager dans les territoires les plus défavorisés du panel (N=17)

Individus souhaitant déménager dans les 5 prochaines années	11
Nombre total de répondants	17

Tableau 4 - Avis sur le cadre de vie dans les territoires les plus favorisés du panel (N=14)

Avis sur le cadre de vie	
Très satisfaisant	6
Assez satisfaisant	5
Moyennement satisfaisante	2
Peu satisfaisante	1
Pas du tout satisfaisant	0
Nombre total de répondants	14

Tableau 5 - Qualification du lieu de résidence dans les territoires les plus favorisés du panel (N=14)

Qualification du lieu de résidence	
Va très bien	6
Va assez bien	4
Va moyennement bien	1
Ne va pas très bien	2
Ne va pas bien du tout	0
Nombre total de répondants	13

Tableau 6 - Avis sur la présence des pouvoirs publics dans les territoires les plus favorisés du panel (N=12)

Présence des pouvoirs publics	
Très satisfaisante	5
Assez satisfaisante	4
Moyennement satisfaisante	0
Pas très satisfaisante	3
Pas du tout satisfaisante	0
Nombre total de répondants	12

Tableau 7 - Individus souhaitant déménager dans les territoires les plus favorisés du panel (N=14)

Individus souhaitant déménager dans les 5 prochaines années	4
Nombre total de répondants	14

Si la correspondance entre données objectives et perceptions subjectives peut se constater cela n'est pas toujours le cas faisant apparaître des formes d'appropriation (non-appropriation) du territoire plus dissonantes.

3. Quand le territoire mesuré entre en dissonances avec les perceptions des enquêtés

a. Un territoire défavorisé que l'on ne veut pas quitter

Mohamed² est un petit entrepreneur marseillais d'une trentaine d'années. Depuis son enfance, il a presque toujours résidé dans le quartier de La Savine, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, avec sa mère. Lui et sa mère ont cependant quitté la cité pendant quelques mois, à l'initiative de celle-ci, qui voulait se rapprocher de son travail dans le 3^{ème} arrondissement de la ville. Leur implantation dans cet arrondissement a néanmoins été de courte durée. Au bout de 15 mois et après avoir bataillé pour retrouver des logements, ils sont revenus dans le 15^{ème} arrondissement, lui à La Savine (la cité où il a grandi), elle à La Mûre, à quelques kilomètres de là. Quand on demande à ce jeune homme comment il juge son cadre de vie, il le qualifie de « très satisfaisant » et fait valoir un quartier « qui va très bien ». S'il reconnaît une partie des problèmes du quartier (violence, trafics et insuffisance des services publics), cela ne l'empêche pas d'en livrer un récit quasiment enchanté :

"Moi j'ai une vue colline. Donc voilà rien que ça, le fait d'habiter à la Savine, dans la colline, ça n'a pas de prix, dans le sens où vous voyez la nature, vous voyez au loin. Ma mère elle habite au 6e étage à La Mûre et elle, elle a carrément la vue sur la mer, c'est magnifique. [...] Là j'ai bataillé, j'ai appelé, j'ai rappelé des personnes, pour pouvoir avoir un appartement. Ça a duré un an et demi mais au final on a eu ce qu'on voulait. Après le quartier de la Savine en lui-même c'est... Ce qui est magnifique c'est le matin quand vous vous levez, vous entendez les cigales. Chose qu'en ville vous ne trouverez jamais. Vous êtes loin de tout mais près de tout aussi. Vous êtes par autoroute à 10min du centre ville, à 20min d'Aix-en-Provence".

Son attachement à son quartier, est également visible dans ses envies de déménagement : s'il dit vouloir déménager, c'est avant tout parce qu'il aimerait faire construire une villa (et quitter ainsi la vie d'appartement) et ce déménagement, il l'envisage possiblement hors de La Savine (jugant qu'il n'existe pas de foncier disponible dans le quartier) mais dans le 15^{ème} :

« Le 15ème, c'est toute ma vie ».

Que l'on parle du 15^{ème} arrondissement ou plus particulièrement du quartier de La Savine, les descriptions objectivées par les statistiques témoignent de territoires défavorisés, caractérisés par des populations

² Afin de préserver l'anonymat de nos enquêtés, leurs noms ont été changés.

souvent fragilisées socialement. Malgré cela, certains individus, à l'image de Mohamed, peuvent ressentir un très fort attachement à ces territoires disqualifiés, au point d'avoir du mal à en partir, voire, une fois parti, de tout faire pour y revenir. Dans certains cas, comme dans le celui de Mohamed, cet attachement pourra se traduire par des représentations positives voire enchantées de ce territoire et une volonté (forte chez ce garçon) de défendre ce territoire.

b. Un territoire ultra-favorisé que l'on déprécie

L'inverse est également vrai. Un territoire pourtant favorisé pourra susciter des appréciations négatives. À ce titre, l'exemple de cette retraitée de Cagnes-sur-Mer est révélateur. Françoise et son époux habitent sur les hauteurs de Cagnes, dans le quartier des Hauts-de-Cagnes. Ancienne cadre dans une grande entreprise états-unienne installée sur la Côte d'Azur, cette retraitée vit d'une retraite confortable dans une ville plutôt favorisée (si l'on s'en réfère aux données objectives de l'Insee par exemple). Pourtant, l'enquêtée a développé un regard ambivalent sur la ville, d'un côté, elle juge le territoire bien doté en service public et son cadre de vie plutôt satisfaisant, mais elle se montre en même temps très critique, sur la ville dont elle dit que c'est un territoire « *qui ne va pas très bien* ». Préoccupée par les questions environnementales qui lui tiennent à cœur, elle juge la ville « *ravagée* » par l'autoroute qui la traverse de part en part et par les logiques d'urbanisation.

c. Être attaché à un territoire que l'on critique

Habitant un territoire très défavorisé qu'il juge sévèrement tout au long de l'entretien en qualifiant son cadre de vie de "catastrophe" ou en considérant qu'il est "en chute libre", un retraité du 15^{ème} arrondissement de Marseille mentionne toutefois son attachement à ce quartier qu'il critique parce qu'il « *change complètement* ». Engagé dans le CIQ des Trois Vallons par lequel nous l'avons contacté et président du conseil syndical de la copropriété dans laquelle il vit depuis plus de 40 ans, il souligne notamment son "attachement assez fort" au quartier dans lequel il vit "assez bien" :

"On est bien. (...) On est bien situé quand même, on est entouré d'espaces verts. On est bien situé vis-à-vis des hôpitaux, on a un des plus grands hôpitaux de France. Au niveau des transports on est quand même pas mal desservi, peut mieux faire mais bon ça va... On a des grandes surfaces qui ne sont pas loin"

Il attribue la responsabilité de la dégradation de ce quartier aux pouvoirs publics (multiplication des constructions qui détruisent les espaces verts, absence de soutien sur certains dossiers, baisse des financements). Il se déclare d'ailleurs « *peu confiant* » à l'égard du gouvernement actuel et de l'école, « *pas du tout confiant* » à l'égard de la justice « *qui n'a pas les moyens* », « *peu confiant* » à l'égard de la police en évoquant la baisse des effectifs et « *pas du tout confiant* » à l'égard de la mairie qui selon lui n'a pas soutenu les habitants mobilisés pour un mur « *anti-bruit* ».

Avec nostalgie, il évoque les conditions de son installation dans le quartier en 1976 avec son "épouse qui est du quartier" parce que ses

“beaux-parents étaient juste à côté” et “l'aurait tué si [il] leur avait dit on va construire là-bas”. Aujourd'hui ses beaux-parents sont décédés, “de la bande des 6 ou 7 copropriétaires avec lesquels tous les samedi on se mettait là, on coulait du béton, on mettait les agglos, on faisait les grillages, on plantait des pins, on a fait des candélabres, des belles jardinières” pour aménager la copropriété dont il “admirait la belle architecture”, la majorité est partie ou décédée. Son fils - une fois père - a quitté l'immeuble, le quartier et la ville et les nouveaux arrivants ne participent pas aux événements qu'il organise, comme par exemple la fête des voisins ou l'Assemblée générale du syndicat de copropriété.

“Moi j'appartiens à ce quartier bien sûr. J'y suis pas né. J'y ai été adopté mais j'appartiens oui j'appartiens. La preuve c'est que je m'y investis. C'est un signe j'imagine. C'est parce qu'on veut bien (rire)”.

De façon sans doute paradoxale, c'est bien l'attachement à ce quartier dans lequel il avait su construire une petite notabilité locale à partir de sociabilités qui tendent à se déliter qui le conduit à une représentation particulièrement négative jusqu'à souhaiter le quitter.

d. Les vertus analytiques du « territoire vécu »

Les entretiens rappellent à quel point le contexte ne produit pas d'effets mécaniques sur les représentations. Sur un même territoire, le sentiment d'appartenance, les perceptions du cadre de vie varient fortement, y compris pour des individus qui paraissent pourtant partager un certain nombre de caractéristiques sociales. C'est notamment ce que révèle le cas de deux enquêtées cagnoises : Françoise et Dominique. Ces deux femmes sont amies et voisines (elles résident toutes deux dans le quartier des Hauts de Cagnes). Elles ne partagent pas le même statut professionnel dans la mesure où la première (déjà mentionnée plus haut) est à la retraite depuis quelques années alors que la seconde est encore en activité. Elles peuvent néanmoins se prévaloir d'une position sociale équivalente, dans la mesure où toutes deux disposent d'un important capital scolaire, ont fait leur carrière en occupant des positions de cadre (tout comme leurs époux). Ces positions leur ont assuré des salaires (et des retraites) confortables et un accès facilité à la propriété, dans une zone où le foncier atteint pourtant des prix élevés. Autre élément qui rapproche les deux femmes, la fille de la première et le fils de la seconde ont le même âge et ont fait une partie de leur scolarité ensemble. Malgré cette proximité sociale et géographique bien réelle, les deux femmes perçoivent leur territoire de façon extrêmement différenciée et n'ont pas développé le même sentiment d'appartenance.

Tableau 8 – Françoise et Dominique : à statut social équivalent, des rapports au territoire différenciés

	Françoise (Hauts-de-Cagnes, fem., 65 ans cadre à la retraite, mariée, 1 enfant)	Dominique (Hauts-de-Cagnes, fem., 57 ans, cadre en activité, mariée, 1 enfant)
Si vous deviez qualifier votre attachement à votre quartier de résidence, vous diriez qu'il est...	Assez fort	Très fort
Si vous deviez qualifier votre attachement à votre ville de résidence, vous diriez qu'il est...	Faible	Très fort
Si vous deviez qualifier votre attachement à votre région de résidence, vous diriez qu'il est...	Très fort	Très fort
Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire de ce qui entoure le logement où vous vivez ?	Assez satisfaisant	Très satisfaisant
Que pensez-vous de la présence des pouvoirs publics là où vous vivez ?	Assez satisfaisante	Très satisfaisante
Si vous deviez qualifier le lieu où vous vivez, vous diriez qu'il ...	Ne pas va pas très bien	Va assez bien

Aussi l'un des principaux résultats de la première année de fonctionnement du BVR réside dans l'aspect déterminant du sentiment d'affiliation ou de désaffiliation du territoire résidentiel à l'égard du monde social ou des autres territoires d'existence voisins ou plus lointains culturellement comme géographiquement. Ce qui est proche géographiquement peut être très éloigné culturellement et socialement (Bonnet sur Wilson). Robert Castel a, le premier, convoqué et consolidé sociologiquement le concept de (dés)affiliation pour qualifier l'état des liens sociaux des individus. Il définit la désaffiliation comme « le décrochage par rapport aux régulations à travers lesquelles la vie sociale se reproduit et se reconduit » (Castel, 2009). L'examen des données de l'enquête BVR nous conduit à proposer un élargissement du concept aux territoires perçus ou vécus, c'est-à-dire à considérer les jugements formulés par nos enquêtés sur l'espace social de leur existence au prisme des significations et des justifications qu'ils attribuent aux liens entre leur territoire et les autres territoires. Ces liens entre leur territoire et les autres territoires peuvent être décrits comme conflictuels, inexistants, "en contact" au sens où des échanges (relations, fréquentations, discussions, amitiés, etc.) voire des passages (mariages, études, travail, etc.) de l'un à l'autre sont possibles, envisageables... alors qu'ils apparaissent improbables dans d'autres cas (espaces sociaux protégés, fermés, fonctionnant sur l'entre-soi (Douzet, Robine 2013), le communautarisme social ou ethnique (valable bien sûr pour les quartiers bourgeois). L'analyse de ces liens mérite ainsi d'être combinée avec les dynamiques de la ségrégation spatiale des mondes urbains, « en haut » comme « en bas » de la structure sociale (Décamps, 2011)

Les territoires, comme les groupes sociaux, présentent donc des niveaux différents de structuration voire de division interne mais aussi des dynamiques de coupure ou au contraire de couture externe. La

perception (ou la définition par les enquêtés) de cette situation tient à des éléments objectifs ou objectivables (voir données statistiques) mais tient tout autant aux formes d'expérience du monde social (mobilités, bifurcations, incertitudes ou au contraire stabilité, certitudes, sentiment de sécurité économique et professionnelle) accumulées par des enquêtés. Pour comprendre comment se construisent ces rapports différenciés au territoire, il paraît nécessaire de dépasser la seule entrée par les données socio-économiques pour saisir les territoires vécus. On va le voir au fil des pages qui suivent, une telle entrée apparaît particulièrement opportune pour saisir pourquoi certains individus s'attachent, plus que d'autres à un territoire, pourquoi certains y restent, pourquoi certains en partent ? Pourquoi certains s'y sentent captifs alors que d'autres expriment une volonté de rester sur un territoire donné ? Qu'est-ce qui fait que certains s'identifient à un territoire, au point de s'en faire les porte-parole/les ambassadeurs (comme on le voit aujourd'hui dans beaucoup de politiques publiques territoriales) alors que d'autres ne chercheront pas (voire éviteront) de faire valoir une identité territoriale ?

4. La région, territoire méconnu, concurrencé mais cadre de l'action publique

Ce baromètre entend constituer un instrument de connaissance supplémentaire de la région et de ses administrés. Il repose sur l'hypothèse que pour comprendre comment peut se développer un sentiment d'appartenance territoriale, comment un individu peut s'identifier à un territoire (voire s'en faire le porte-parole) ou en rejeter l'identité ou ce qui conduit un individu à considérer qu'il vit bien (ou qu'il vit mal), il est nécessaire d'appréhender l'inscription territoriale des individus. À ce titre, notre enquête part des territoires vécus, plutôt que des territoires institutionnels et/ou mesurés. Dans cette perspective, l'une des premières étapes, pour saisir l'inscription territoriale des individus et de leurs représentations, c'est d'appréhender l'échelle ou les échelles territoriales qui font sens pour les individus.

Lorsque l'on interroge nos enquêtés sur leur attachement à différentes échelles territoriales (le quartier, la commune et la région), la commune arrive en tête (49 enquêtés se disant très fortement ou assez fortement attachés à cette échelle territoriale, voir tableau n°10), juste devant la région (avec 48 enquêtés donnant cette même réponse, voir tableau n°11). Vient ensuite le quartier avec 30 personnes répondants y être « très » ou « assez » fortement attachés (voir tableau n°9).

Dans les récits que les enquêtés font de leur quotidien, les choses diffèrent quelque peu. La plupart de nos enquêtés faisant principalement référence à des échelles territoriales allant de la rue, de l'îlot où ils résident à la commune. Ainsi, et comme on le verra tout au long de ce travail, quand nos enquêtés font référence à ce qui les lie, les attache au territoire, ils font principalement référence au micro-local, « au proche ». Niveau qui sera donc au cœur de ce premier rapport (voir Partie II).

Tableau 9 - Attachement au quartier

Attachement à votre quartier de résidence (Q12)	
Très fort	19
Assez fort	11
Moyen	13
Faible	3
Très faible	4
Ne se sent pas concerné(e)	1
Total	51

Tableau 10 – Attachement à la ville

Attachement à votre ville de résidence (Q13)	
Très fort	27
Assez fort	15
Moyen	5
Faible	3
Très faible	1
Total	51

Tableau 11 – Attachement à la région

Attachement à votre région de résidence (Q14)	
Très fort	27
Assez fort	14
Moyen	6
Faible	4
Très faible	0
Total	51

Mais alors, *quid* de l'échelle régionale ?

Soulignons d'abord que celle-ci est bien présente dans certains récits, mais sans forcément correspondre à l'échelle « institutionnelle ». Premier exemple de cette dissonance entre territoire institutionnel et territoire mobilisé dans les récits, le témoignage de ce retraité de Digne-les-Bains :

« Pour moi, ma région ça va très loin. Jusqu'à Grenoble. Je fonctionne depuis un certain nombre d'années sur un petit territoire, mais les Alpes de Provence et les Hautes Alpes c'est quand même en superficie deux grands territoires. Avant j'aimais beaucoup la mer, parce que je faisais de la plongée. Mais aujourd'hui me taper 3 heures d'embouteillages pour faire trempette ça ne me branche plus du tout. Mon territoire ça part de la méditerranée jusqu'à Grenoble. Sinon dans mon quotidien c'est du côté d'Aix pour le côté culturel. Je vais voir des expos. Après il y a la partie du Vaucluse, le festival d'Avignon, en tant qu'artiste. Donc pour la région, moyen. Parce que je ne bouge plus énormément, j'allais faire des stages ou j'organisais des stages. Aujourd'hui je bouge peu et puis je ne m'intéresse pas à tout et surtout pas ce qui est événementiel. Pas envie. Je ne suis pas réfractaire mais... On ne peut pas aller partout puis il y a des questions de moyen aussi, ça dépend de la bourse que l'on a. Donc ça limite pas mal. Et moi je suis bien limité pour ça ».

Quant à ce retraité marseillais, sa région, c'est la Provence, dont il regrette les transformations :

« Région PACA, région Provence, Alpes Provence... je ne sens plus la Provence là où je viens... je ne sens plus la Provence, heureusement qu'il y a les pins... »

Au illustration de cette dissonance, Marc, entrepreneur installé à son compte sur Aix-en-Provence depuis désormais 3 ans. Il résume sa région et son attachement à celle-ci de la sorte :

« C'est vrai que c'est difficile à définir, l'attachement au sud. Je pense que c'est un ensemble de trucs un peu diffus, à la fois d'une image et d'une idée, mais à la fois d'un vrai truc concret au quotidien aussi ».

Originaire du Var, où il a grandi et fait ses études, il met en avant son fort attachement au Sud, en particulier du fait de la présence du foyer familial. Ses parents résident à Toulon où il se rend environ toutes les deux semaines ; un trajet qui ne le dérange pas, les deux villes n'étant distantes que d'une heure de route nous dit-il. Il y voit une occasion privilégiée pour que ses trois enfants puissent voir leurs grands-parents. Plus généralement, la position géographique et les ressources offertes par la région lui permettent de concilier le cadre semi-urbain dans lequel il vit à Aix-en-Provence, avec la proximité immédiate de la nature, notamment le Massif de la Sainte-Victoire; une proximité jugée idéale pour la pratique du sport à laquelle il s'adonne de façon hebdomadaire. La possibilité de se rendre aussi bien à la mer qu'à la montagne finit de valoriser son attachement au Sud et d'esquisser le cadrage géographique d'une région définie principalement par les liens familiaux :

« J'ai vraiment grandi en Provence et j'ai toute ma famille qui est provençale. Ça fait parti de mes racines assez fortement ancrées. Effectivement, il y a trois ans, j'ai eu envie de revenir m'installer ici, y compris en raison de ma situation familiale. J'ai trois enfants, et donc du coup, c'était bien de pouvoir avoir un cadre de vie, justement, qui soit plus propice à une vie familiale, avec la nature, les montagnes pas loin, la mer, etc. ».

Ce que montrent les entretiens menés avec notre premier panel d'enquêtés, c'est que l'échelle régionale est finalement peu mentionnée dans les récits du quotidien des enquêtés. Et quand elle l'est, elle ne correspond pas forcément à l'échelle institutionnelle. D'autres territoires, aux frontières différentes de celles de la Région Sud sont ainsi mobilisés: le Sud, le Midi, la Provence ou même les Alpes...

L'institution régionale apparaît en outre souvent mal connue de nos enquêtés. C'est notamment ce dont témoignent les tableaux n°12.

Lorsque l'on demande aux enquêtés du panel et de la cohorte quelle confiance ils ont dans le Conseil régional, un nombre non négligeable déclarent ne pas se sentir « concernés par cette question », « ne pas savoir » voire refusent même de répondre.

Tableaux 12 - Taux de confiance dans les institutions : Conseil régional (Q11) et Mairie (Q8)

Q11. Confiance dans le Conseil régional de la Région Sud	
Très confiant.e	2
Assez confiant.e	12
Moyennement confiant.e	9
Peu confiant.e	11
Pas du tout confiant.e	2
Ne sait pas	7
Ne se sent pas concerné.e	7
Non réponse	1
Total	51

Q8. Confiance dans la mairie de votre ville	
Très confiant.e	6
Assez confiant.e	11
Moyennement confiant.e	8
Peu confiant.e	12
Pas du tout confiant.e	6
Ne sait pas	2
Ne se sent pas concerné.e	6
Non réponse	0
Total	51

Pourtant, si la Région, comme institution est parfois méconnue et si ses frontières institutionnelles ne sont pas forcément celles qui semblent faire sens pour nos enquêtés, il ne faut surtout pas sous-estimer le rôle que l'institution peut jouer sur ces territoires et sur le vécu des administrés.

En ce sens, les extraits d'entretiens dédiés à la question de l'action publique sont particulièrement révélateurs de cet aspect. Lors des entretiens, nous avons demandé à l'ensemble de nos enquêtés de nous dire quels étaient selon eux les grands domaines que les pouvoirs publics devraient cibler. Parmi une liste de 12 propositions, ils étaient invités à choisir celles qui correspondaient le mieux à leurs attentes vis-à-vis des pouvoirs publics (et pouvaient éventuellement proposer des sujets). À la suite de cette question fermée, la question était posée à nouveau de façon plus ouverte, l'enquêté ayant ainsi la possibilité de préciser ses choix, de les argumenter et de les remettre en contexte.

En entrant par les récits des enquêtés et leur perceptions, on voit alors resurgir, par la bande, l'action publique régionale. Enseignement secondaire et formation professionnelle, transports, santé, etc., nombreuses sont les compétences, exclusives ou partagées, de la Région à être mentionnées dans les récits de nos enquêtés.

B | Mieux prendre en compte les représentations subjectives : quelques clés d'analyse

Investir qualitativement le territoire en sélectionnant une cohorte et un échantillon panélisé permet de questionner les indicateurs classiquement utilisés pour définir le bien vivre et la hiérarchisation des valeurs investies par les habitants de la région au delà d'un classement dynamique structuré par des données objectives statistiques traditionnellement utilisées par les collectivités territoriales (taux de formation, d'emploi, de présence de logements HLM, revenus des ménages, etc.). Les premiers résultats de l'enquête BVR suggèrent une série d'indicateurs que nous proposons de définir ici très sommairement et que nous serons amenés à travailler, préciser et affiner dans la suite des analyses. Nous nous efforcerons par ailleurs, dans la deuxième partie de ce rapport intermédiaire, de les incarner au travers de quelques parcours d'enquêtés :

1. Une variable générationnelle mise en question par la cohorte

L'échantillon panélisé a été envisagé parallèlement au suivi d'une cohorte de lycéens permettant ainsi de confronter des individus rencontrés à des moments de vie différents. Plus que la génération, la cohorte désigne un "ensemble d'individus rencontrant à la même époque un événement donné"³, c'est donc bien la dimension relationnelle entre les membres des générations ou cohortes suivies qui nous intéresse. Relations au sein des groupes familiaux, amicaux, professionnels, sociaux affectant inévitablement les rapports au territoire vécu. L'échantillon travaillé brasse en effet des très jeunes -pour certains pas encore majeurs-, des actifs occupant diverses positions dans l'espace social et professionnel mais également des retraités qui ont derrière eux l'essentiel de leur trajectoire. Au-delà de l'âge donc, il s'agit de comprendre en quoi ces individus se rattachent à des univers de sens différents, univers qui sont indissociables par ailleurs des temps passés sur les territoires étudiés. Confrontés à des temps de la vie (études/activité/retraite) différents, les enquêtés engagent dans leurs réponses divers rapports aux expériences sociales, bénéficient d'inégales capacités à la comparaison avec d'autres territoires, y rattachent de multiples situations relationnelles qu'il s'agira d'étudier.

³ Cf. sur ce point Chauvel, Louis, 2002, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XXème siècle*, Paris, PUF, p.p. 15-20.

Proposition : identifier des générations ou des cohortes d'individus partageant des événements (nationaux ou locaux : mouvements sociaux, mobilisations de quartier, destruction d'habitats collectifs, intégration d'un dispositif institutionnel) ou encore des expériences sociales qui font sens de manière assez comparable. Délaisser les découpages classiques par tranches d'âge qui segmentent des groupes sans réalités ni sociales, ni territoriales.

2. Être/se sentir en marge d'un territoire ou à cheval sur plusieurs espaces

Vivre sur un territoire c'est d'abord se comparer à celles et ceux qui y vivent également, c'est apprécier sa position par rapport aux autres mais plus encore évaluer quotidiennement ce qu'il faudrait faire pour leur ressembler. Le territoire (quelle que soit la référence choisie : quartier, commune ou région) n'est pas homogène, on n'y vit pas partout de la même façon, il présente des zones de forces et des zones de faiblesses, des lieux où il fait bon vivre et d'autres moins, des endroits aux réputations contrastées et notamment des franges ou des marges qui peuvent se décliner de manière positive ou négative. Suis-je comme les autres sur ce territoire ? Ai-je le sentiment d'y appartenir ? Vis-je en bordure, frontière ou presque en dehors ? Suis-je tout à fait d'ici ou un peu d'ailleurs de par mon histoire ou les projections qui sont les miennes ? Ces appréciations sont fondamentales dans le rapport entretenu aux environnements immédiats, au sentiment d'intégration à un lieu, au souhait d'y rester ou de le quitter, d'y vivre ou d'en sortir.

Dans des espaces de vie qui présentant une forte unité en termes de caractéristiques statistiques (territoire "en déclin", "en croissance"... et dont les aspérités internes sont lissées, ou euphémisées par les tables statistiques), il existe souvent une fragmentation en sous-espaces (voir Bonnet⁴). La logique d'usage et de perception propres à ces sous-espaces donne prise chez les enquêtés à des représentations très différentes en termes de rapport aux collectivités, à l'État, aux autres groupes sociaux

Proposition : Superposer aux découpages administratifs ou institutionnels des cartes "expérientielles" du territoire (type les cartes participatives réalisées dans l'enquête BVR) pour tracer les territoires effectivement vécus, repérer les fractures territoriales, repenser les manières dont on désigne les habitants de tels ou tels "sous-espaces", faciliter les déplacements vers les lieux où l'on ne

⁴ Théry Clément, Bonnet François, « La sociologie américaine de la pauvreté, du ghetto wilsonien à la ville globale », *Sociologie*, 2016/1 (Vol. 7), p. 77-94.

se rend pas, repenser la localisation des infrastructures (crèches, écoles...) qui permettent aux différents groupes générationnels identifiés de se rencontrer.

3. Quand le genre entre en jeu

Au-delà du sexe, donnée biologique, le genre, catégorie d'analyse pour les sciences sociales et outil critique des rapports de pouvoir⁵ peut difficilement être évacué dans l'étude des relations au territoire vécu. L'occupation de l'espace (public/privé) mais également les formes de mobilité à l'intérieur du territoire étudié et au-delà traduisent, notamment s'agissant de la cohorte des lycéen.n.es, la permanence de moindres mobilités féminines qui impactent l'occupation de l'espace, les lieux investis ou désertés mais aussi les moments des déplacements et les manière de se déplacer (seul.e.s ou à plusieurs). Du côté des garçons, les entretiens témoignent du fait que l'attachement à un territoire stigmatisé est plus pesant que pour les filles qui y trouvent sans doute des formes de protection familiale plus fortes.

Proposition : cette problématique complexe recouvre des enjeux liés aux politiques éducatives que les différents dispositifs institutionnels de discrimination positive doivent notamment mieux intégrer.

4. Les expériences pratiques d'autres territoires

Le rapport au territoire ne peut pas être pensé seul indépendamment des rapports entretenus de manière régulière ou plus ponctuelles (mais néanmoins référentielle c'est à dire pouvant jouer le rôle d'étalon de mesure dans les jugements positifs ou négatifs portés sur le territoire où l'on vit) avec d'autres territoires. Le fait d'être partis à l'étranger mais également, pour la cohorte IEP-EI, de passer des quartiers nord de Marseille à Aix-en-Provence constituent autant de chocs territoriaux qui contribuent à questionner les espaces, imaginer la possibilité de les quitter ou les transformer, y repérer ce qui dysfonctionne, influencer les décisions d'y rester, d'en partir, d'y revenir...

Proposition : Au-delà des déplacements physiques des individus, le rattachement des individus doit être pensé au regard non seulement des liens entretenus ou pas à d'autres territoires physiques mais aussi virtuels. La projection au-delà des limites d'assignations territoriales constitue une richesse indéniable si on s'intéresse aux propositions que les habitants des territoires peuvent formuler pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

⁵ Scott Joan W., *De l'utilité du genre*, Paris, Fayard, 2012.

5. Dispositifs institutionnels et assignation territoriale

L'appartenance territoriale est également qualifiée de l'extérieur par ceux qui sont chargés de l'administrer et notamment l'ensemble des politiques publiques qui découpent l'espace ou les dispositifs institutionnels qui privilégient une entrée territoriale. C'est le cas des dispositifs de discrimination positive, CIQ ou encore politique de la ville qui assignent territorialement les individus qui y vivent en les désignant aux yeux des autres comme publics prioritaires mais aussi (et parce que) publics "à problème" dont l'appartenance territoriale constitue un stigmat social dont il est difficile de se défaire. Les enquêtés rencontrés peuvent les rejeter, les endosser voire même les instrumentaliser construisant ainsi des rapports différenciés au territoire.

Proposition : Le stigmat "quartier nord" que le travail sur la cohorte de lycéens permet de mettre en lumière est révélateur au-delà de ce seul lieu de ce que l'attachement (au sens de captivité) au territoire fait à la construction des identités citoyennes. Y être ainsi attaché c'est souvent n'avoir pas d'autres choix que se construire contre le reste du territoire proche ou éloigné, autant d'énergie que les individus ne peuvent pas mettre au service d'un bien commun collectif. C'est ici la manière dont les discours institutionnels et politiques parlent des individus qui n'ont pas d'autres possibilités que "d'être parlés"⁶ que cet indicateur invite à repenser.

6. Mobilités et micro-mobilités résidentielles et sociales

Le territoire, selon que l'on considère le quartier, la commune mais encore plus la région peut-être le lieu de micro-mobilités résidentielles qui traduisent dans bien des cas des mobilités sociales que les enquêtés peuvent vivre comme ascendantes mais également comme descendantes. Les expériences résidentielles successives accompagnent les trajectoires sociales et professionnelles. Vivre dans un territoire privilégié peut élever le degré d'exigence des individus et souhaiter vivre dans les zones privilégiées de ce territoire. Quitter le domicile parental pour les lycéens et vivre dans une autre commune joue comme un puissant opérateur de changement dans les manière de vivre, de se déplacer, de se comporter dans un nouvel environnement, d'apprentissage de nouveaux codes sociaux.

⁶ Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 49-55.

Proposition : Envisager déplacements résidentiels et déplacements sociaux invitent à questionner les phénomènes de ségrégations urbaine.

7. Sociabilités, ressources du proche et autochtonie

Le rapport au territoire traduit également les rapports entretenus avec ceux qui s'y trouvent et qui peuvent constituer une ressource dans la construction d'une identité sociale. Le territoire peut alors être investi, de manière contrainte d'abord, parce que c'est là que se trouvent les proches, ceux qui peuvent apporter soutien ou aide dans la gestion du quotidien, permettant de réduire certaines dépenses liées aux gardes d'enfants. Les autres, ce sont aussi ceux qui nous connaissent et nous reconnaissent comme étant quelqu'un dans ce lieu là et non ailleurs. "Être d'un lieu" peut constituer une forme de capital, capital d'autochtonie comme l'a souligné Jean-Noël Retière⁷ qui vient renforcer certains attributs ou combler certains handicaps et offrir les moyens d'une réputation.

Proposition : Envisager le territoire comme partie intégrante d'un capital d'autochtonie potentiel c'est se donner les moyens de faire des territoires des leviers d'action pour diversifier les possibilités de trajectoires sociales ascendantes pour ceux qui y vivent. Là encore, des dispositifs régionaux institutionnels peuvent être pensés pour faire de l'échelle territoriale régionale une échelle pertinente en termes de constitution de réseaux associatifs, scolaires, professionnels mais aussi politiques.

La prise en compte de ces indicateurs qualitatifs contribue à décrire les conditions dans lesquelles le territoire peut être ou pas un marqueur d'identification que le retour sur quelques trajectoires d'enquêtes permet de décrire plus finement.

⁷ Retière Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie. Réflexion sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 2003, 16, n°63, p.p. 121-143.

II | QUAND LE TERRITOIRE DEVIENT UN MARQUEUR D'IDENTIFICATION

Le territoire n'est pas qu'une donnée physique, il abrite bien au-delà des configurations relationnelles. Celles-ci sont centrales dans la construction identitaire des individus. Il peut donc constituer un levier que l'institution régionale peut activer pourvu qu'elle soit en capacité d'identifier les processus par lesquels les individus restent sur ce territoire, s'y déplacent, le quittent, le dénigrent ou le défendent. Identifier les vrai.e.s ressources ou stigmates territoriales/territoriaux parfois très différents d'un bout à l'autre d'un sous-espace décrit objectivement comme favorisé (Cagnes sur Mer) ou défavorisés (Quartiers nord de Marseille) permet de pas projeter sur les populations des solutions pensées ailleurs, pour d'autres, aux caractéristiques socio-démographiques certes proches mais différenciellement impliqués (ou désinvestis) dans leur territoire. Travailler les (non)appropriations du territoire par ses habitants c'est éviter les erreurs de diagnostic et d'abord les usages stigmatisants de certaines désignations territoriales qui enferment les individus avant même qu'ils puissent imaginer que des projets positifs peuvent aussi naître dans ces lieux. Les cartes participatives sont à l'évidence un outil précieux pour venir superposer aux cartes institutionnelles ou administratives ce que les individus projettent ou pas sur leur territoire et comment l'insertion différentielle dans les réseaux de sociabilités concurrents (familiaux, scolaires, professionnels) peut venir impacter ces projections. Parmi les leviers territoriaux qui peuvent être actionnés, nous reviendrons dans la toute dernière partie de ce rapport sur 3 d'entre eux :

- le territoire comme constitutif d'un capital d'autochtonie à valoriser
- les effets produits par les dispositifs institutionnels qui favorisent les mobilités sociales
- les jeux possibles sur les micro-mobilités résidentielles

A | Construction de soi et (non) appropriation du territoire et de son image

De façon subjective, l'appartenance à un territoire peut être vécue comme un élément positif des propriétés d'un individu, comme un ensemble de ressources diverses (en termes d'activité économique et d'emploi, de réputation, de situation géographique, de patrimoine culturel, etc.) et donc un avantage comparatif au regard d'autres territoires. L'appartenance à un territoire peut aussi être vécue comme un élément négatif. On

pense ici notamment à la disqualification symbolique des quartiers, des villes ou des régions auxquels les discours sociaux vernaculaires (jugements ordinaires, rumeurs) et les discours médiatiques assignent un stigmate social : « malfamés », « sales », « chauds », « en déclin », etc. Ainsi, à l'intérieur d'une même ville, et d'un même sous espace local (on y reviendra) ces jeux de stigmatisation positifs ou négatifs sont durablement installés et génèrent des hiérarchies entre les habitants comme l'ont montré de façon magistrale Norbert Elias et John Scotson dans leur étude du quartier de « Winston Parva »⁸.

Notre enquête apporte des éléments de réflexion intéressants sur la complexité avec laquelle les enquêtés composent, subissent et jouent avec ces stigmatisations positives ou négatives. Si pour certains enquêtés, le poids des stigmates liés au territoire de résidence va donner lieu à une gestion du discrédit incitant les enquêtés à s'en détacher et à montrer que tout en résidant sur ces territoires, ils doivent en être différenciés, pour d'autres l'impact de l'image du territoire sur la construction du soi demeure aux premiers abords tout relatif. Dit autrement, nos observations qualitatives soulignent combien non seulement un même territoire peut être perçu différemment des mesures objectivées par les indicateurs statistiques chez des populations qui possèdent pourtant des caractéristiques proches mais aussi combien les individus vont composer différemment avec l'image du territoire dans leur construction identitaire.

Pour illustrer la complexité des modalités d'appropriation du territoire dans les processus de construction de soi, le cas des jeunes issus de la cohorte du programme PEI de l'enquête BVR nous paraît particulièrement intéressant à détailler. Comme indiqué précédemment, la plupart de ces jeunes vivent dans un territoire largement stigmatisé par les médias et les institutions, ils sont parfois voisins, étudient dans le même lycée et composent pourtant différemment avec le stigmate « quartiers nord ».

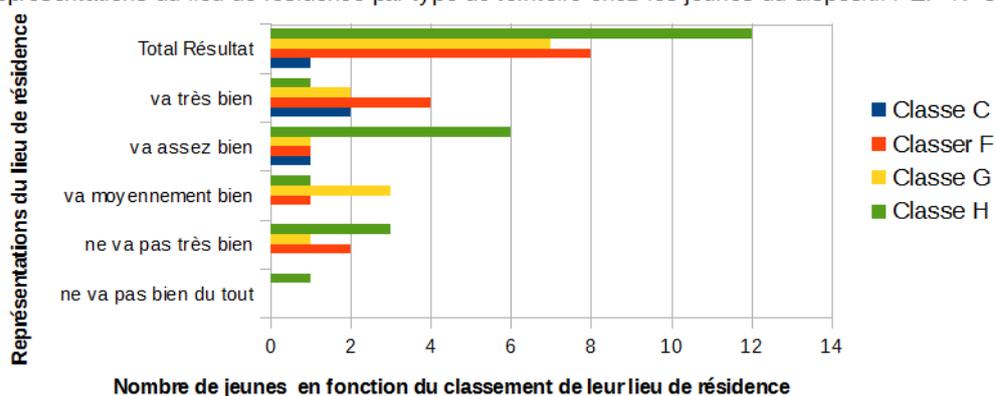
Si les données recueillies au cours des premiers entretiens rappellent que ces jeunes sont tout à fait conscients des manques

⁸ Dans le livre *Logiques de l'exclusion*, Elias et Scotson analysent les phénomènes de rejet et de ségrégation entre deux segments d'habitats, l'un ancien l'autre plus récent, du quartier populaire de Winston Parva à Leicester. Les auteurs observent des rapports d'exclusion sociale inattendus dans un contexte exempt de différenciations ethniques et où, finalement, s'insinuent des clivages de classes au sein d'une même classe socioéconomique. À partir du stigmate que les habitants du plus vieux espace d'habitat (« the established » : « les établis ») affectent aux habitants des nouveaux logements (« the outsiders »), ils explorent les ressorts d'un « racisme sans race » et les mécanismes d'une « exclusion sans fracture économique ». Cf. Norbert Elias, Scotson John L, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997 (1ère éd. 1965).

notamment en termes d'infrastructures de transport⁹ ou encore de loisirs sur leur territoire de résidence familiale, à savoir les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille ce manque ne se traduit pas nécessairement en terme négatif dès lors qu'on leur demande de s'exprimer sur leur rapport au territoire de résidence. Comme le suggère le graphique ci-dessous, sur les 32 lycéens (ayant été) inscrits au sein du dispositif PEI du lycée Saint-Exupéry et suivis dans le volet cohorte, ils sont plus de la moitié à estimer que leur territoire de résidence « va assez bien » voire « très bien » alors même qu'ils habitent pour 40 % d'entre eux dans des territoires situés au plus bas des classements dynamiques des territoires (classe H). Si l'on s'intéresse d'ailleurs quasi exclusivement à ces jeunes qui résident dans un territoire classé H (N=10), seulement 2 d'entre eux déclarent que leur territoire de résidence « ne va pas très bien » ou « ne va pas bien du tout ».

Des territoires mesurés aux perceptions subjectives

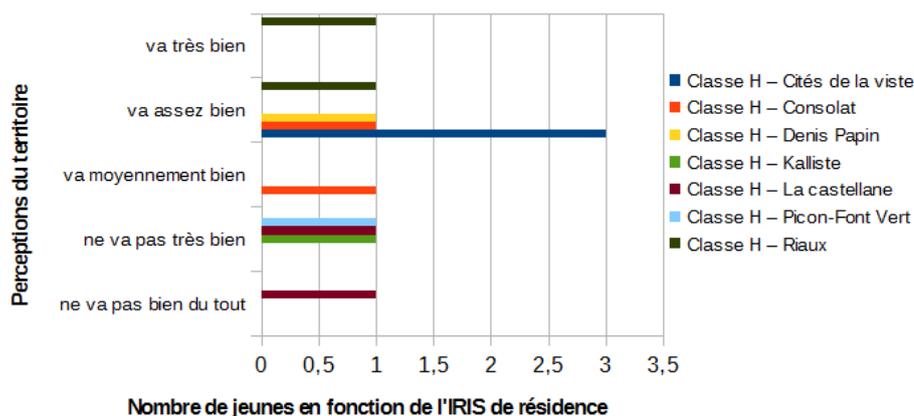
Représentations du lieu de résidence par type de territoire chez les jeunes du dispositif PEI - N=32



⁹ L'inégalité de l'accès au transport est d'ailleurs pointée dans l'ensemble des entretiens réalisés auprès de ces jeunes / ajoutons également qu'ils sont plus de 60 % à avoir tenté de s'inscrire dans un autre lycée que le lycée du secteur – le lycée Saint-Exupéry - ce qui montre bien qu'ils sont tout à fait conscients des effets subjectifs comme objectifs d'un passage par ce lycée dans leur trajectoire scolaire et professionnelle. Ces éléments pourront faire l'objet de développements plus approfondis dans le rapport final.

Des territoires mesurés aux représentations subjectives

Type de perception du quartier dans les IRIS classés H de la cohorte PEI



Ces données soulignent bien combien l'image du quartier qu'elle soit déterminée par des variables objectives (classement dynamique de territoires) ou encore par des variables plus subjectives (image relayée par les médias) impacte différemment le vécu des jeunes et l'expérience qu'ils font/ont de ces territoires. Plus largement, elles rappellent d'une part que le territoire n'est pas mobilisé par tous les enquêtés comme un marqueur d'identification et d'autre part que l'identification au territoire relève de dynamiques différenciées. Cette dernière peut autant s'expliquer par des liens de cœur, l'affect (proximité de la famille et des amis) que par des dimensions plus opportunistes et stratégiques, voire une certaine forme de calcul (avoir un emploi, etc.). Positive ou négative, l'identification au territoire peut autant donner lieu à des stratégies de valorisation par l'appartenance territoriale, de conformation aux modes de socialisation locaux qu'à des stratégies d'évitement. Aussi, les instruments de classement des territoires en région Sud peinent à prendre en compte les processus d'enchantement, désenchantement, déni ou encore de rejet de l'image du territoire.

1. Les expériences de « cartographie participative » - ce que le travail sur la mobilité géographique renseigne en matière d'identification au territoire

Dans le cadre de l'enquête BVR, plusieurs focus groups ont été réalisés auprès des jeunes du dispositif cohorte. Ces focus groups regroupent entre 6 et 10 jeunes sur des thématiques particulières. Ils sont filmés et animés par des chercheurs de l'équipe BVR. Ils ont été conçus comme un outil complémentaire des entretiens qualitatifs pour appréhender la fabrique des représentations et des valeurs. L'intérêt principal de ce dispositif d'enquête réside dans la capacité qu'il offre de faire réfléchir collectivement les enquêtés

sur des thèmes qu'ils ont préalablement abordés individuellement en entretien (pour plus de détails, voir l'Annexe n°3).

En juillet 2018, un premier focus group a été organisé avec 6 jeunes suivis dans le cadre du volet "cohorte" autour du rapport au territoire, des pratiques de loisirs et du rapport à l'institution scolaire. Lors de ce focus group, ces jeunes ont été invités à travailler sur des cartes des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille et de l'aire métropolitaine pour échanger sur leurs déplacements au sein du territoire. Le travail sur ces cartes souligne combien la mobilité de ces jeunes est fortement contrainte par l'infrastructure des transports en commun. La plupart de leurs déplacements sont contraints (aller au lycée, aller à la pharmacie). Quand ils se déplacent pour d'autres motifs loisirs/cultures c'est avant tout pour aller voir des amis ou aller faire des courses avec leurs amis dans un espace géographique limité à ces arrondissements. Les déplacements plus longs demeurent circonscrits à des lieux bien précis, comme les centres commerciaux de Marseille Grand littoral (13015) ou Les Terrasses du Port (13002). Les pratiques de loisirs sont la plupart du temps cantonnées à la pratique sportive dans des lieux de proximité (football). La grosse majorité des lycéens ne se rend que très peu dans les quartiers sud de Marseille. Ils sont également majoritaires à ne jamais être allés se baigner ou se promener dans le parc des calanques (côte sud de Marseille). On retrouve ainsi dans leurs déplacements une mobilité particulièrement limitée dont les cartes effectuées par Jibril, tout jeune bachelier de 18 ans, résidant dans le quartier de la Viste reproduites ci-dessous sont assez emblématiques.

Figure 3 - Les cartes réalisées par Jibril, lycéen de Saint Exupéry, 18 ans et résidant dans le 15^{ème} arrondissement

disqualifier ou, tout du moins établir une distance avec les habitants de ces territoires.

Pour illustrer la complexité de ces mécanismes d'identification au territoire deux cas peuvent ici être mobilisés. Leïla et Imran font partis de la cohorte des lycéens de Saint-Exupéry. Ils ont tous les deux aujourd'hui intégré Sciencespo Aix depuis 2 ans mais continuent régulièrement à se rendre dans leur résidence familiale soit parce que l'un y habite toujours (Imran), soit parce que l'autre y revient tous les weekends (Leïla). Leurs parents résident au moment de l'enquête dans le 14^{ème} arrondissement (Iris de résidence : Kalliste / Picon-Font-Vert).

a. Quand le territoire s'efface derrière les réseaux de sociabilités familiale et amicale : Leïla, 19 ans, étudiante en deuxième année à Sciencespo-Aix

Pour Leïla les mobilités dans Marseille ressemblent pour beaucoup à celles de Jibril. Quand elle évoque ses déplacements dans Marseille, la contrainte des transports en commun est tout de suite mise en avant, d'autant plus qu'elle ne possède pas de voiture. Ses déplacements sont principalement contraints soit par les engagements qu'elle a dans l'association "IEP pour tous" qui l'amènent à revenir ponctuellement au lycée Saint-Exupéry pour effectuer des missions de représentations et de communication autour du dispositif PEI, soit pour aller faire des courses, aider sa famille (elle se rend par exemple régulièrement dans une pharmacie de la Viste parce que son père diabétique a un compte fidélité là-bas, ce qui lui permet d'avoir accès à ses médicaments quelle que soit sa situation financière). Elle se rend souvent au "marché aux puces" où elle achète des fruits et des légumes. Elle estime avoir un attachement faible à son quartier au moment de l'enquête parce que ses parents viennent tout juste de déménager du 14^{ème} pour le 15^{ème} toujours dans un logement HLM mais dans un territoire plus calme selon ses dires que la Kalliste où elle résidait. Ses déplacements dans le 15 et 16^{ème} sont étroitement liés à son réseau de sociabilité. Quand elle était à la Kalliste (14^{ème}), elle avait par exemple quelques amis à la Savine et elle y allait beaucoup ; maintenant qu'elle a déménagé dans le 15^{ème}, c'est beaucoup trop loin. Elle aime aussi aller au "grand litto" même si depuis son déménagement les distances s'étant allongées vis-à-vis de ce centre commercial, ses déplacements là-bas se font plus rares. Il y a bien des endroits où elle ne va pas dans le 15/16^{ème} arrondissements parce que trop insécurisant, c'est par exemple le cas de la Castellane. Il convient de noter néanmoins que la question de l'insécurité n'est jamais verbalisée en tant que telle. Elle explique juste qu'elle n'a rien à y faire tout simplement (le cas de la Bricarde, Campagne Levêque). Elle se rend à l'Estaque mais seulement l'été avec sa soeur et cela reste peu fréquent. Quand on lui demande où elle va à la plage, c'est à celle des Corbières qu'elle fait référence mais elle précise tout de suite "Corbières, c'est un peu réunion de famille". Elle ajoute également que c'est très récent, quand elle était petite "elle n'y allait jamais" et au collège "elle n'y allait jamais, jamais, jamais". En fait, ce n'est que depuis l'été 2018 qu'elle s'y rend. Parmi ses loisirs, elle dit se déplacer parfois au Vieux Port. Cet été elle a découvert le fort Saint-Jean. Quand elle y va explique t-elle "c'est plus pour s'asseoir, pour lire, pour se divertir". Elle aime parce

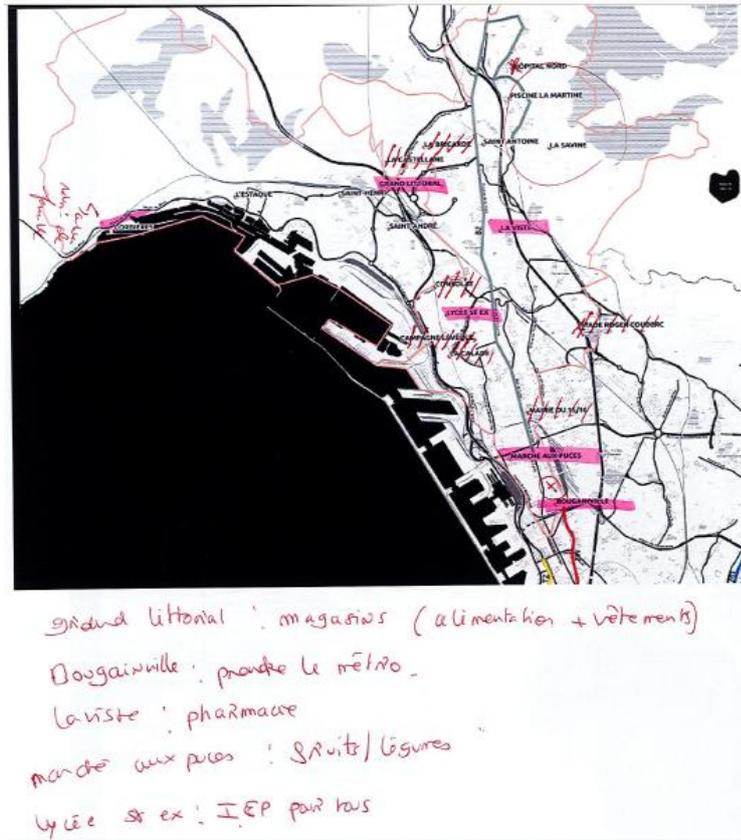
que « c'est calme et c'est beau ». Elle ajoute que si "c'est pour glander, en fait" qu'elle y va, elle "aime bien y aller la-bas et puis c'est un peu pour m'éloigner du quartier, pour avoir l'esprit posé".

Quand elle évoque ses déplacements, le territoire ne semble pas en tant que tel constituer un marqueur identitaire, un territoire qu'elle mobilise comme un élément de la construction de soi, soit pour s'en distinguer ou parce qu'elle est fière d'y vivre. En revanche, on y décèle l'importance des réseaux de sociabilités (ceux de sa famille essentiellement féminin), le caractère extrêmement circonscrit de ses déplacements même dans les 15^{ème} et 16^{ème} aux sociabilités familiales et amicales. Elle a d'ailleurs tout à fait conscience que les lieux dans lesquels elle se déplace sont caractérisés par un entre soi.. La variable du genre est largement mobilisée dans les deux entretiens pour expliquer le caractère contraint de ses mobilités en positif - les sorties avec les copines -, comme en négatif - aller à la mer - comme le suggère le passage suivant :

"Mais avant en fait le problème c'est que je me disais : ouais, mais bon si j'y vais, il y aura plein de mecs qui vont me regarder. En fait, c'est toujours... Toujours les mêmes histoires. Donc après... Enfin si on est... Moi, je n'aime pas être vue comme ça, comme si j'étais de la... Un morceau de viande. C'est... C'est... C'est... J'ai horreur de ça. Et du coup bah, je n'y allais pas à cause de ça. Mais après quand... Enfin après même si j'avais deux copines qui me disaient : ouais. Mais viens, de toute façon quand on est en groupe, bah, c'est... C'est... C'est moins... C'est moins dur d'y aller... mais je n'y allais jamais. Et... Et avant, c'était plus les parcs. J'aimais beaucoup les parcs. J'allais toujours aux parcs. Mais maintenant ça a changé. Maintenant, c'est plus la mer."

Aussi, dans ses mobilités, le territoire n'apparaît pas comme un marqueur d'identification structurant mais davantage comme une variable parmi d'autres avec laquelle elle doit composer. Ce qui la rattache au territoire ce sont avant tout ses réseaux de sociabilités.

Figure 4 - Une carte réalisée par Leïla, étudiante en deuxième année à Sciencespo Aix



Legende :

- En hachuré, les endroits qu'elle ne fréquente jamais
- En rose, les endroits où elle va régulièrement

Il dit fréquenter régulièrement Aix-en-provence avant même son intégration à sciencespo, se déplacer dans d'autres communes de l'aire métropolitaine. Ce qui est surtout intéressant c'est que dans la mise en récit de ses mobilités, tout est fait dans le discours pour attirer l'attention de l'enquêteur sur les stratégies d'évitement des espaces du 15ème et du 16ème jugés trop "quartiers nord". Il cultive dans son discours sur les mobilités une identité séparative. Là où Leïla évoque furtivement le marché aux puces où elle va chercher des fruits et des légumes, ce dernier le hachure comme un lieu où il n'aime pas aller et qu'il évite.

"Alors pour moi, c'est un... Comment dire. C'est un gros cliché de... Du manque d'intégration de... De la communauté musulmane en France. Souvent on va là-bas, c'est la manière de s'habiller des gens, la langue etc. quand on est dedans, on est... Ça fait un peu discours d'extrême droite. On est plus en France mais... Et je n'aime pas du tout ça, dans le sens où... Du coup, on dirait un peu le bled. Les gens, ils traversent la route. Il y a des moutons. A l'Aïd, ils tuent des moutons. Des animaux qui traversent la route enfin c'est... Quand on passe par là vraiment, si on est... Si on a une tendance à... Enfin si on veut devenir raciste, je dis toujours, je fais la blague : si on veut devenir raciste, il faut aller là-bas. C'est-à-dire que vraiment l'ambiance n'est pas terrible. Mon père m'y emmenait quand j'étais tout petit parce qu'il y avait des bonnes affaires à faire là-bas, et... Et je n'aimais pas du tout. C'est vraiment particulier. Après, je... Je ne critique pas les personnes. Je ne dis pas : il faut tous les dégager de là. Mais en tout cas il faut faire quelque chose, ça, c'est sûr. Je n'aime pas du tout. Donc...Ouais. Tous ces endroits-là en général. Savine. Saint-Antoine aussi."

Il en est de même de la plage des Corbières au Nord de Marseille où il ne veut plus aller même si "c'est super beau, l'eau est turquoise" et tout mais c'est très mal fréquenté (ce qu'il a d'ailleurs indiqué sur la légende). En ce moment poursuit-il "il y a trop des quartiers nord ils sont vulgaires avec les filles". On notera ici le glissement dans l'usage du terme "quartiers nord" qui finit par désigner des personnes qui ressemblent le plus à la désignation stigmatisante de ce territoire, comme si « le territoire faisait corps ».

Aussi, le territoire au sens du lieu de résidence paraît-il structurant dans la manière de construire son identité et l'identité même des habitants qui le composent. Si le quartier de Consolat est hachuré sur la carte d'Imran, ce n'est pas seulement parce qu'il n'y va pas mais parce qu'il finit par prêter des caractéristiques particulières à ce territoire qui déteignent sur ses habitants :

Imran : "Consolat, Dieu m'en garde"

E : Pourquoi Dieu vous en garde ?

Imran : "C'est... Je n'ai jamais connu une personne sympa là-bas. J'ai été à Saint-Ex. J'ai été au lycée Saint-André. Il y avait des personnes de Consolat, à chaque fois. Et à chaque fois c'était une personne avec laquelle je m'entendais mal, et qui était trop du style cité. La cité etc. donc c'est... Ce n'est pas vraiment une cité enfin c'est... Ce n'est pas des bâtiments. C'est des maisons. Mais c'est une ambiance cité."

L'« ambiance cité » ne se réduit pas à un type d'habitat (HLM) qu'il suffirait de démolir pour résoudre l'ensemble des difficultés, ceci interrogeant assez fortement les politiques publiques mises en œuvre dans le cadre des plans de rénovation urbaine notamment. Sur la carte,

la station Bougainville est citée comme un incontournable, à l'image des autres lycéens enquêtés, mais ce n'est pas seulement pour aller au centre ville, c'est surtout le point de départ vers le "reste du monde".

"Bougainville, c'est vraiment la plate-forme dans les quartiers Nord pour aller un peu partout. Je peux aller à Saint-Charles. Je peux aller sur Aix. Je peux aller dans les quartiers sud. Je peux aller... Vraiment c'est le point relais quand on est dans les quartiers Nord pour aller sur le reste du monde"

De manière générale, ce qu'Imran dit aimer des quartiers nords est tout de suite qualifié de "différent" c'est par exemple le cas de l'Estaque où il se rend très régulièrement. Aussi si son attachement à son lieu de résidence est "très fort", il précise que ce n'est pas très fort dans le sens où de l'attachement mais d'abord parce qu'il ne peut pas faire autrement, au sens de la captivité. Beaucoup plus que Leïla, Imran semble avoir intégré dans son identité sa composante "quartiers nords" parce qu'il a eu l'occasion de subir/gérer le discrédit de ce territoire d'où il vient dans d'autres espaces : l'armée (il y est réserviste), son investissement au sein du conseil régional des jeunes, ses fréquentations (la plupart de ses amis ne résident pas à proximité de son lieu de résidence).

2. Eviter le territoire pour pouvoir exister

Cette volonté de se distinguer du territoire est également repérable chez d'autres enquêtés du panel résidant dans le 15ème arrondissement de Marseille. On pense par exemple au cas d'Isman, professeur de Physique-Chimie, marocain, arrivé dans les années 60 en France qui après un ancrage à Dijon s'installe à Consolat pour des raisons professionnelles.

Isman, 58 ans, professeur de physique-chimie dans le 15ème arrondissement de Marseille : "quand je m'éloigne de mon quartier je vis ma vie, libre"

Arrivé à Marseille, Isman dit ne pas avoir d'amis sur le quartier. Pour boire une bière ou se détendre, il préfère se rendre au centre ville. Aussi, les lieux où il se sent valorisé sont dans son récit tous extérieurs au 15ème arrondissement. Il dit d'ailleurs ne « pas correspondre à un cas représentatif du quartier » et plus encore comme il l'affirme « quand je m'éloigne de mon quartier, je vis ma vie, libre ! ». Le territoire constitue ainsi un marqueur d'identification négatif vis-à-vis duquel il a besoin de se distinguer. Il veille d'ailleurs jusque dans la manière de nommer les habitants du territoire à marquer la distance vis-à-vis de « ces gens-là ». Aussi pour Isman, les stratégies de distinction s'apparentent à de véritables stratégies d'évitement de certains lieux pourtant très proches de son lieu de résidence, qui le conduisent à se couper des sociabilités de proximité. Pour lui, ce n'est pas tant la disqualification sociale du quartier véhiculée en dehors du territoire qui le dérange mais davantage l'impression que le territoire lui impose des modes de vies qui ne sont pas les siens. Comme il l'explique, le fait qu'il ait « une tête de musulman » mais ne le soit pas le contraint tant dans ses déplacements que dans ses modalités d'appropriation du territoire proche. Il n'hésite pas à faire des

détours pour rentrer chez lui de façon à ne pas passer devant la mosquée qu'il ne fréquente pas. Ses représentations du territoire de résidence rejaillissent jusque dans l'éducation de ses enfants. A propos de son fils :

« Il est dans le quartier mais je ne veux pas trop le laisser s'attacher au quartier. Je ne veux pas qu'il traîne avec n'importe qui, je peux pas le laisser traîner avec les gens de son âge même s'il aimerait bien. Je suis toujours derrière lui. ». Il se dit d'ailleurs tout fait pour scolariser son fils est dans le privé, vers le secteur « Cinq Avenues ».

3. S'investir dans le territoire et accepter de porter la parole des "quartiers nord" : quand les dispositifs de discriminations imposent le territoire comme marqueur d'identification

L'enquête sur la cohorte de lycéens inscrits ou passés par le dispositif IEPEI permet de travailler d'autres modalités d'appropriation du territoire dans lesquelles le territoire s'impose comme marqueur d'identification ne serait-ce que parce que c'est leur appartenance au territoire (en tant qu'habitant des quartiers nord et élève au lycée Saint-Exupéry) qui détermine leur accès à certaines ressources, ici la possibilité d'avoir un suivi individualisé et collectif de préparation au concours de Sciencespo-Aix. Cette inscription au dispositif offre d'ailleurs bien plus que la simple préparation au concours - organisation de voyage, sorties collectives, suivi régulier des enseignants, etc. Aussi quels que soient les rapports au territoire construits par les élèves en fonction de leurs modes de sociabilités, de leur appartenance à des sous-espaces locaux du 15^{ème} et 16^{ème}, des origines de leurs parents, ils sont de fait associés aux quartiers nord au sein de leur arrondissement de résidence comme à l'extérieur. Le passage par les dispositifs IEPEI tout en leur ouvrant un champ des possibles, les assigne aussi à un territoire qui en fonction des espaces de sociabilités pourra être mobilisé comme un stigmate positif ou négatif. Le façonnage par les dispositifs de discriminations positives chez certains enquêtés apparaît même comme cumulatif en ouvrant les droits à d'autres dispositifs. Dans ce cas, il nécessite ou tout simplement conduit à développer tout un discours sur l'engagement pour les quartiers nord ou encore sur la volonté de changer l'image de ces territoires et cela d'autant plus que l'adhésion même à ces dispositifs de discriminations positives poursuit cet objectif.

Jibril, 19 ans, élève au sein de la Classe préparatoire du lycée Saint-Exupéry, illustre bien ce mécanisme. On perçoit assez rapidement comment sa trajectoire a été en partie construite par l'insertion dans de multiples dispositifs dits de discriminations positives qui lui fournit de nombreuses opportunités, soutien scolaire, voyages. Il a ainsi été associé au dispositif Provox, membre du tour républicain, jeunes ambassadeurs de l'engagement associatif aux USA de stat up. Jibril a développé tout un discours sur l'engagement pour les quartiers nord. Jibril comme d'autres enquêtés de notre cohorte, incarne par sa participation à ses dispositifs le "produit" rêvé pour les médias et les institutions, il est ainsi souvent sollicité au titre de son statut de jeunes des quartiers nord pour prendre la parole et montrer un autre visage de ces territoires. Au delà de l'espace médiatique, ces jeunes accordent une attention fine à

démontrer à leurs amis qui vivent dans d'autres secteurs qu'il existe une autre image des quartiers nord. Le terme même de "quartiers nord" leur pose d'ailleurs problème comme le souligne les propos de Younes.

"Je trouve qu'il y a un clivage... ça fait une séparation dans la ville. Du coup, quand ça va être quartier nord, la plupart des gens ne veulent pas y aller. Ma copine, elle habite aux Cinq-Avenues, donc en plein centre-ville. Et la dernière fois, j'ai amené sa petite sœur chez moi, à Marseille. Et à la base, quand je lui ai dit : « On va dans les quartiers nord », elle voulait absolument pas y aller. Pour elle, c'est soit se faire racketter, soit se faire... il y allait y avoir un problème. Et quand je l'ai amenée à l'Estaque, dans les quartiers nord, elle a vu, elle a dit : « Est-ce qu'on est à Marseille ? C'est pas Marseille. » Et elle a vu que les quartiers nord, c'est pas forcément ce qu'elle entendait à la télé, ce qu'on lui racontait. Et donc je trouve ça dommage de créer une séparation entre les deux. Ce terme crée une séparation."

Sportif de haut niveau, Younes a eu l'occasion de s'adresser à de nombreuses reprises aux médias (même étranger, un article dans le New York Times) notamment pour ses engagements dans la reconnaissance à l'accès aux piscines sur le territoire marseillais. Une manière de souligner qu'on fait autre chose que du foot dans les quartiers nord mais aussi de mobiliser les décideurs politiques et publics sur le manque d'infrastructures sur son territoire. Sportif de haut niveau, il passe énormément de temps dans les transports pour pouvoir s'entraîner sur son lieu de résidence. Ses interventions dans les médias nécessitent d'ailleurs un détour, tant elles soulignent à quel point accepter d'être le porte parole des quartiers nord est toujours soumis à un retour du stigmatisme positif au stigmatisme négatif. Younes a ainsi rodé tout un discours sur l'absence de piscine à Marseille, néanmoins il appréhende souvent cet exercice d'interview dans la mesure où il a souvent l'impression que c'est davantage son identité de jeunes des quartiers nord qui intéresse les médias. Aussi, il explique en entretien à quel point il a eu parfois l'impression d'être utilisé pour montrer que c'est la galère dans les quartiers nord et pas pour s'atteler au sujet qui lui tient à cœur à savoir l'absence de piscine en particulier dans les quartiers nord mais pas seulement. Sa revendication dépasse pour lui le seul espace des quartiers nord et les médias l'y rabattent constamment. On peut aussi citer les expériences de Jibril et Youssef qui ont été contactés pour figurer et être interviewés dans un reportage type "été indien", sur la mer, la piscine, le sport et qui ont eu l'impression d'être piégés au moment du tournage :

"On attendait de moi que je dise que je vienne des quartiers nord, que je parle de certaines pratiques culturelles, du rap que j'écoute".

On lui a même posé des questions sur la délinquance des jeunes ce qui lui est apparu totalement déconnecté avec la commande initiale.

4. S'accommoder du territoire, "par nécessité"

Estelle - 40 ans, ancienne animatrice jeunesse saisonnière (titulaire d'un BAFA). Actuellement au chômage :

Fille d'un entrepreneur brignolais (propriétaire de plusieurs agences de communication) et d'une mère artiste-peintre, Estelle a la bougeotte et se définit elle-même comme « *Un papillon qui se balade* ». Elle a beaucoup déménagé, au gré de ses projets ou de ses aventures sentimentales. Souvent loin de Brignoles qu'elle n'aime pas, contrairement à son frère, qu'elle décrit comme « un Brignolais brignolais » et qui a repris l'une des entreprises locales du père. Son activité d'animatrice jeunesse l'a amenée à vivre successivement dans différentes régions, souvent le temps d'une saison. Elle a ainsi vécu dans les Alpes, à Nancy, à Paris (« *Paname* »), en Corse, en Aveyron... En 2010, elle revient à Brignoles où elle travaille pour son père puis repart en 2016 à Manosque. « *En dix ans, j'ai déménagé 8 fois. C'est pour ça j'ai dit c'est fini, j'en veux plus. Et c'est pour ça aussi que maintenant voyager léger, c'est bien !* ». Depuis son retour à Brignoles, Estelle vit dans la maison de ses parents, dans une sorte de dépendance avec une chambre, une salle de bain et un bout de jardin. Elle est heureuse de disposer d'« *un espace de jeu* » : « *J'ai un mon terrain, y'a un p'tit coin derrière les arbres là, c'est l'espace où je plante... donc j'ai un jardin, c'est mon espace, ce qui fait que – forcément - j'y vis bien* ». Les conditions agréables dans lesquelles elle est logée ne la conduisent pas à apprécier Brignoles.

Brignolaise « *par nécessité* », elle porte un regard qu'elle veut distant, détaché, rendu lucide par les multiples expériences de vie dans d'autres villes et d'autres régions.

« *Depuis que je côtoie Brignoles, depuis très longtemps, ça a forcément évolué. Ça a changé... J'ai eu l'impression (là c'est du ressenti) que la population se paupérisait. Vraiment ! Le centre-ville de Brignoles c'est une ville qui est en déclin. (...) Le turn-over des magasins, dans la rue commerçante. Le samedi matin, y'a le marché. C'est un endroit, c'est une ambiance que j'aime bien. C'est à ça aussi qu'on voit que ça s'est paupérisé, la ville. Mais après c'est pareil, j'ai pas fait d'étude dessus. Mais, y'a beaucoup plus de gens qui traînent qu'avant. Y'a des gens en marge. Ça se sent, ça se voit. Sur le marché y'a des gens, on se dit voilà, c'est... ouais, y'a je sais pas si c'est un... je sais pas si c'est général ou si ça se voit qu'à Brignoles, mais y'a une impression que y'a aussi un appauvrissement des idées... On voit (c'est ma vision), moi ça me semble très étriqué, c'est en ça aussi que ça se paupérise le lieu, l'intérieur de Brignoles là, il est plein de gens, des populations qui se côtoient pas. Il se passe plus de trucs, et ça s'entend. Quand vous discutez (les gens vous disent) « Ah, moi Brignoles, j'y vais pas, ça craint ! ». Mais ça craint de quoi ? Moi, j'ai vécu dans le centre de Brignoles, ça craint pas ! Mais c'est parce que les gens se regardent en chiens de faïence. Ça brasse pas ! Mais est-ce que c'est un état général ou est-ce que ça... »*

Au fond, Estelle revendique une sorte d'extériorité sur la vie de Brignoles et plus précisément « des » Brignoles. Son mode de vie (saisonnier qui a beaucoup voyagé) l'autorise à se placer en spectatrice d'une ville qui est pourtant celle où elle revient, après ses différents périple, trouver refuge auprès de ses parents. Elle avoue que la ville a aujourd'hui l'image d'une société déprimée :

« Je sais pas ou j'en avais pas conscience, j'étais à l'abri jusque-là. Enfin, est-ce qu'avec le fait de vivre en saisons, on est toujours avec des gens en bonne santé, c'est des microcosmes quoi. Donc là, quand je regarde cette ville, je me dis : 'mon dieu, les gens sont ternes ! Je veux pas rester là !' [Rires] Ouais, c'est tristoun. Même si après on croise d'autres gens... mais c'est vrai que y'a pas que ça, mais j'ai l'impression que c'est pas, dans cette ville, c'est... Vous passez un lundi... bon le lundi, c'est normal... mais même, vous passez un mardi dans Brignoles, eh bien les lieux sont fermés. En fait, c'est terrible quoi ! Alors que la ville de Saint-Maximin (à 20km en allant vers Aix), elle est en train de remonter, y'a des choses qui sont faites, y'a des initiatives, y'a... on a l'impression que ça bouge beaucoup, alors que sur Brignoles, c'est en déclin ».

Issue d'une classe aisée, mêlant bourgeoisie économique et milieu intellectuel, Estelle laisse entendre sa sensibilité de gauche, sa fibre sociale dans sa critique du territoire. À plusieurs reprises, elle témoigne de son empathie à l'égard de la "population paupérisée" qui ne bénéficie pas de l'aile protectrice d'une famille aisée. Mais ses valeurs l'amène aussi à produire une critique des politiques conduites par la municipalité de droite. Parmi les changements que subit la ville de Brignoles et qu'elle observe à l'occasion de ses retours, elle signale, incidemment, sa gêne à l'égard du "côté sécuritaire" de la politique municipale :

"la brigade de la police municipale qui s'est agrandie... Et on peut pas dire que ce soit la priorité [Rires]. C'est brignolais quoi !"

Une autre critique de la municipalité lorsqu'elle évoque l'épisode où elle a obtenu un entretien d'embauche pour un poste à la mairie :

"J'ai pas été prise à un entretien d'embauche et j'ai senti à quel moment je loupais l'entretien. C'est quand j'ai parlé de lien social. Et là, je me suis dis : 'Ah, quelle cruche ! C'était pas ce mot-là, c'était pas du tout ce mot-là qu'il fallait que j'emploie'. Et je l'ai senti se raidir en face. C'était pas monsieur (le nouveau maire LR investi en juillet 2017), c'était madame (la députée-maire LR Josette Pons). Donc voilà, je pense c'est quelque chose qui n'est pas une priorité (le social), déjà depuis un certain temps. Alors que c'est une population qui se paupérise ».

Ici, le détachement à l'égard du territoire a donc aussi pour ressort l'affirmation d'un désaccord devant les réponses politiques proposées face au déclin de la ville et la paupérisation de sa population.

5. Le territoire comme ressource sociale et professionnelle : vivre dans un îlot privilégié

Abdel - 31 ans, animateur territorial pour la municipalité de sa commune

Le territoire peut-être positivement approprié par ceux qui, à l'image d'Abdel, y ont trouvé le moyen d'y construire une renommée

professionnelle tout en offrant la possibilité de sortir d'un environnement défavorisé dans lequel il a vécu sa jeunesse. Né en 1987 en Algérie, Abdel arrive en France à 4 ans et a grandi à Carpentras avec sa mère, française, née en Algérie et cadre dans les assurances. Il ne connaît pas son père et a un frère de 21 ans, chauffeur-livreur. Il est marié depuis 2011 avec une de ses amies d'enfance, né en Algérie où leurs familles se connaissaient déjà. Son épouse est titulaire d'un BTS dans l'environnement mais s'occupe de leurs 3 enfants et fait pour l'instant des ménages dans les hôtels. Abdel est titulaire d'un bac STT et d'une Licence de droit et il est aujourd'hui animateur territorial dans sa commune. Les entretiens avec Abdel témoignent de l'enfermement que le territoire fait subir aux habitants des quartiers défavorisés, sa trajectoire traduit une émancipation progressive d'abord par le biais des études réalisées à l'université d'Avignon et ensuite par l'obtention d'un poste de fonctionnaire municipal dans la commune dans laquelle il vit depuis 2010. Abdel ne connaissait pas cette ville quand il habitait Carpentras (alors qu'à peine 10 kilomètres séparent les 2 communes) et il la présente comme un îlot privilégié ("Parce qu'on a vécu dans un coin pourri et quand on est ici on a l'impression que c'est la crème de la crème") dans un département du Vaucluse perçu très négativement comme raciste et profondément discriminant :

"J'aime pas. Ayant grandi sur Carpentras c'est pas forcément une ville qui m'a aidé à aimer le département mais... et puis j'ai grandi dans un quartier où à l'époque il y avait une grosse rivalité entre plein de villes et plusieurs quartiers. J'ai vu des gens tirer tout ça. Et ça a été quelque chose qui m'a traumatisé et Orange c'est pas possible, je supporte pas cette ville par rapport à la délinquance et le taux de racisme c'est impensable. J'y suis allé pour ma journée militaire comme tout le monde et je m'en suis pris plein la gueule par des passants et rien que ça je me dis que c'est pas possible ça fait 2 heures que je suis dans la ville. De là, je suis psychorigide je me suis dit Orange c'est fini ! Bollène c'est une ville perdue, par rapport à la délinquance c'est pareil. Avignon je ne pouvais pas me voir cette ville, c'est vrai que c'est plus par rapport au contexte dans lequel j'ai vécu que je ne supporte pas le département, ça n'a rien à voir par rapport à d'autres choses. Et économiquement c'est compliqué. C'est un petit peu le sud et le Vaucluse pfff... c'est difficile de trouver un travail ici. Mais je ne parle pas pour moi, j'ai toujours réussi à travailler pas de soucis à ce niveau-là mais, dans mon quartier j'étais un peu la tête, on m'appelait comme ça. J'étais peut-être le plus intelligent dans ce qu'on disait mais pas forcément dans les faits réels. J'ai toujours suivi mes études donc du coup ils avaient l'impression que je pouvais être l'espoir de tout un peuple j'ai l'impression. Ça m'embêtait que certains jeunes ne trouvent pas de travail, pourtant ils étaient désireux, quand on tape à 10 000 portes, que ce soit conseil général, départemental et cie, on dira ce qu'on veut. Quand ça passe dans la presse et la télé ouais on a l'impression de mettre de l'argent dans les quartiers mais en termes de vie on ne voit pas cet argent. C'est un coup de pub. Ça m'a toujours perturbé ça. L'inégalité, les gens qui n'y arrivent pas."

L'insertion dans la structure communale offre à Abdel une véritable reconnaissance sociale. Animateur territorial, ce dernier prend en charge les enfants de la commune du centre de loisirs, en passant par les structures scolaires dans lesquelles il intervient au travers de l'animation de stage de théâtre, et enfin l'accueil des 12-16 ans au sein

de l'espace "Accueil jeune". Cette connexion aux enfants de la commune constitue un sésame auprès des parents qui reconnaissent unanimement son investissement et son travail. Abdel met un point d'honneur à constituer un exemple ou un modèle qui puissent faire contrepoids aux images négatives véhiculées sur les jeunes des quartiers. Il donne le sentiment de se sentir investi d'une mission et son lieu de résidence participe à l'évidence de cette forme d'excellence, il a d'ailleurs été sollicité pour présider l'association des propriétaires lors de son emménagement dans son lotissement cet été.

6. Quand l'attachement au territoire est vécu comme le résultat d'une opportunité ou encore d'un calcul

Le territoire peut être réduit aux opportunités qu'il a pu représenter lors du moment, crucial, de localiser son activité professionnelle et le projet de fonder une famille. Souvent, d'ailleurs, les justifications, les rationalisations a posteriori, laissent apercevoir que les opportunités ne tiennent pas tant au territoire lui-même (à ses potentialités économiques, à la qualité de ses services, à ses attraits esthétiques ou patrimoniaux) mais bien à une combinaison de ressources privées, personnelles comme la présence de liens familiaux qui facilitent l'implantation en donnant des contacts, en signalant des chances à saisir, en garantissant un réseau minimal de relations. Dans ce cas, le rapport d'attachement au territoire d'existence et d'exercice s'exprime sur un mode "opportuniste", "calculateur", "stratège". En tous les cas, sur un mode de justification qui exclut toute idée d'un "choix de cœur". Charles, dentiste à Brignoles, d'origine marseillaise, n'aime pas sa ville. Son cabinet se trouve à proximité du centre-ville mais sa résidence familiale se situe dans une zone de grandes propriétés aux confins du territoire municipal, loin du centre-ville. En retraçant son parcours professionnel et résidentiel, le fait de s'installer à Brignoles pour son activité libérale mais aussi localiser son foyer familial est présenté comme le fruit d'un hasard ou plutôt d'une opportunité. La raison, le calcul aurait déterminé ce choix, davantage que le cœur ou l'affect. En revenant de l'armée, "je n'avais pas forcément les moyens de me loger. Ma femme (brignolaise rencontrée sur les bancs de la faculté de médecine à Marseille) était restée chez ses parents à Brignoles. Et, en fait, quand j'ai fini mon armée, celui qui est devenu mon associé actuel cherchait, ici à Brignoles, un collaborateur. Donc j'ai dit à ma femme :

« Bon. J'y vais ! ». Comme ça. 'On prend 4 sous. On part de chez tes parents. On se loge. Et puis après on réfléchit'. (...) Et puis ça a fonctionné. J'ai vite gagné rapidement et correctement ma vie pour quelqu'un qui sortait de l'armée. Et donc on a pu s'installer. Et puis, elle a continué ses études. Et puis, elle a trouvé des remplacements d'orthodontie à Brignoles. Et puis... Et puis voilà. Et donc on a un enfant. Et puis, on s'est dit : 'Est-ce qu'on repart tout à zéro ? On change de ville ? Ou on reste là dans le cadre où on a tes parents près'. Ça sert toujours d'avoir les parents à côté, assez longtemps. Donc, finalement, moi, j'ai réussi à m'associer ici. Et, elle, elle a trouvé aussi à s'associer en orthodontie à Brignoles. Voilà.»

L'identification au territoire se fait donc souvent sous-contraintes. Parmi celles-ci, nous avons choisi d'en développer trois dans cette dernière.

B | Des dynamiques d'identification sous contraintes : capital d'autochtonie, transfuges sociaux et poids des micro-mobilités

Le rapport au territoire peut venir compenser certains handicaps culturels. Dans le cas d'une petite ville, c'est le cas notamment de ceux qui ont réussi à faire leur place sur le territoire. Bénéficiant d'un nom Pascal, agent immobilier de 43 ans, propriétaire de deux agences à la suite de son père qui crée la première agence en 1977, ajoute à la réussite commerciale une expérience d'adjoint au maire, autre moyen de valorisation étroitement associé à l'investissement sur le territoire :

"Je suis adjoint dans la mairie depuis... Depuis 10 ans. Ce qui peut aussi apporter finalement..... Des compétences... différentes mais des compétences. C'est un choix que je ne regrette pas."

Aurélie, 40 ans, patronne d'un des cafés historiques de la commune et fille d'un commerçant, figure locale, a su elle aussi s'inscrire dans une lignée familiale et en même temps se distinguer. Parallèlement, Pascal et Aurélie partagent un rapport très critique à l'école, qu'ils ont quitté tôt, le premier sous la pression de son père qui l'a fortement incité à travailler avec lui :

"[Enquêtrice] Quelles sont les études que tu as suivies ? Ton parcours, c'est quoi ?

[Enquêtée] Alors l'école Mourna à l'Isle-sur-Sorgue, le collège Jean Moulin, à l'Isle-sur-Sorgue. le lycée Benoît, pendant deux ans, à l'Isle-sur-Sorgue. Puis Cavaillon, Ismaël Dauphin pour prendre une section commerciale parce qu'à l'époque j'avais fait G3, ou G2 à l'époque. Après j'ai été admis à l'école notariale à Nîmes. Mais comme mon père avait besoin de personnel, il m'a dit : tu ne vas plus à l'école. Tu vas travailler avec moi. Donc j'ai arrêté. Et voilà. Donc du coup j'ai été formé sur le tas.

[Enquêtrice] Il te l'a dit, et tu en avais envie ?

[Enquêtée] Il me l'a imposé. Non. En fait, j'étais parti pour faire clerc de notaire au départ, et peut-être notaire. Et puis comme il avait besoin de... De moi dans l'immobilier, et que l'immobilier, c'était la... L'époque, en 95 où l'immobilier n'allait vraiment pas bien... C'était la guerre à l'époque... C'était la guerre... La guerre... L'Irak il me semble.

[Enquêtrice] Bah 91, je dirais... Ouais. Ou la guerre du Golfe. Non. Il me semble.

[Enquêtée] La guerre du Golfe... La guerre du Golfe. Tout à fait. Tout à fait. Guerre du Golfe. Donc l'immobilier n'allait pas bien. Donc voilà qu'il m'a demandé de venir travailler avec lui pour relancer un peu la machine".

Aurélie a quant à elle quitté le lycée en seconde pour éviter de perdre totalement confiance en elle.

"Je pense que, l'école ne me convenait peut-être pas forcément. Je ne rentrais pas dans des cases que l'Education nationale, tu vois, voulait instaurer. Parce que si tu n'es pas... Si tu ne rentres pas dans le moule, ça ne le fait pas. Alors que, tu as des gens qui ne rentrent pas dans le moule, et qui ont des facultés bien plus supérieures que, à des gens qui rentrent dans le moule. Et je trouve que c'est... Et je trouve que c'est... C'est plutôt injuste pour ces gens qui ont une sensibilité différente, et avec qui il faut dialoguer différemment et échanger différemment (...) j'ai fait seconde et première. Et après, je me suis arrêtée parce que je ne me sentais pas du tout... Et ça m'a créé une espèce de stress, une espèce de négativité. Tu sais, de... De... De creuser une non confiance en soi. Et c'était... J'étais... Je me sentais complètement... Enfin paumée, pas savoir, tu vois ce que j'allais faire de ma vie, de mon avenir. Et c'était hyper angoissant. Donc par dépit je pense parce que quand on a 16 ou 17 ans, on ne sait pas trop ce dont on a envie. Et puis la vie, tu vois, c'est tout de suite... C'est... Tu ne sais pas. Donc j'ai fait une école de... d'esthétique".

L'investissement sur le territoire devient, dans les deux cas, une ressource et le moyen d'une ascension sociale qui ne pouvait, à l'évidence, pas passer par l'école. Cette lecture invite à considérer tout le poids de la variable territoire qui, loin d'être une simple donnée, impacte les trajectoires en jouant le rôle d'accélérateur de carrière ou de réputation tout à fait essentiel au sein des microcosmes locaux.

Dans les cas développés, l'inscription dans le territoire, qu'il s'agisse de faire fructifier une renommée familiale locale ou investir un lieu vécu très positivement, donne aux enquêtés.e.s une notoriété locale qui peut être envisagée sur le mode de l'acquisition d'un capital d'autochtonie. Capital qui peut se construire aussi contre la famille qui, si elle a pu constituer une ressource n'a pas nécessairement facilité la tâche comme le souligne encore Aurélie :

"À 14 ans, j'ai fait mon premier job illégal de plongeuse. Tu vois. Voilà. Donc c'était mon père qui me payait à coups de lance-pierres et... Et je récurais toute la merdouille de la cuisine. Donc ça, c'est pour de bon. Donc voilà. Donc tu vois, en fait, les armes, tu les fais par ta famille, par des gens après qui t'entourent et... Et... Et voilà. Et donc... Donc j'ai fait cet apprentissage."

Qu'ils s'agissent de Pascal, Aurélie ou Abdel, ils sont désormais connus et reconnus dans leur espace local. Dans les deux premiers cas, c'est une forme de revanche à l'égard d'une trajectoire scolaire avortée ou mal vécue et dans le troisième, c'est le moyen d'une émancipation par rapport à un territoire dont l'enquêté a réussi à s'extraire. Ils sont par ailleurs assez étroitement en lien avec le pouvoir municipal, Pascal est adjoint au maire, Aurélie s'était initialement engagée dans le dispositif ambassadeurs de la politique d'attractivité mise en œuvre par la commune et Abdel est employé municipal. Ils cochent donc à différents niveaux la case "reconnaissance de leur valeur" par le personnel

politique local que Jean-Noël Retière met au cœur du capital d'autochtonie.

Ainsi le territoire, par les réseaux de sociabilités qui le structurent, peut constituer une ressource favorisant une relative ascension professionnelle et sociale mais la gestion de ce capital d'autochtonie peut également entretenir une certaine forme de captivité beaucoup plus subie que choisie qui pose clairement la question des ressources sociales dont disposent les enquêtés pour faire fructifier ce capital.

Bertrand, retraité à Digne : entre reconversion des réseaux de sociabilités locaux et enfermement sur le territoire.

Malgré des dispositions scolaires, personnelles a priori faibles, voire stigmatisantes, un retraité à Digne semble avoir trouvé dans les espaces de sociabilités locaux (associations sportives et culturelles) des ressources qu'il a reconverties en ressources professionnelles lui permettant d'échapper à la condition ouvrière.

Né en 1949 à Bollène (Vaucluse) Bertrand a grandi à Digne. Elevé par ses grands-parents, il a fait un passage par « l'orphelinat, maison de redressement à l'époque » pendant 5 ans. Il obtient un CAP ferronnier et commence à travailler à 17 ans « pour aider ses grands-parents ». Il aurait souhaité faire une école de dessinateur industriel mais ses grands-parents n'avaient pas les moyens. Il travaille dans des usines notamment à Marseille comme chaudronnier et quitte Digne où il « revient par intermittence ». Il quitte et revient à Digne « parce que c'était son point de chute » en fonction des possibilités professionnelles.

Par exemple il travaille comme éducateur-technique dans le Vaucluse. Il tente de devenir éducateur mais « *il y a d'autres personnes avant lui et pas assez de financements* ». Il revient alors à Digne. Puis repart travailler dans différentes usines en Belgique ou « *à travers la France* » comme chaudronnier (Montpellier, Saint-Nazaire, Dunkerque...).

A Digne, il apprend le judo, la plongée et « *passé des diplômes pour encadrer les autres* ». Il travaille comme éducateur technique dans un foyer éducatif à la Busserine (Marseille). Il apprend la danse à Digne et lors de ses déplacements s'inscrit à des stages de danse contemporaine. A la fin des années 80, il « *lâche tout pour enseigner la danse* » à Digne. Il a eu « l'opportunité » à Digne d'acheter avec sa compagne de l'époque et de créer son studio de danse en 1989.

Il revend le studio de danse suite à des difficultés financières mais l'association survit et c'est dans le cadre de cette association qu'il enseigne la danse en intervenant dans les écoles et en montant des spectacles.

Il vit dans un petit appartement dans le centre historique dont il est propriétaire depuis 1979.

Mais pourtant ces ressources territoriales/sociales contribuent également en retour et peut-être paradoxalement à son « enfermement », l'empêchant finalement d'entrer pleinement dans des mondes artistiques légitimes souvent centrés dans les grandes villes.

« Je n'avais pas l'intention de revenir à Digne. Mais j'ai eu l'espace d'acheter, donc j'ai fait le studio de danse. De 89 et depuis je suis resté. Sinon je serais parti danser ailleurs. Ma foi c'est comme ça il n'y a rien à regretter ».

L'enquêté répète être à Digne par obligation financière et s'agace lorsqu'il évoque la réaction des policiers municipaux qui lui répondent d'aller vivre ailleurs lorsqu'il leur demande d'intervenir pour des voisins qui manquent de « mettre le feu au couloir ». Il répète tout au long de l'entretien qu'il est là un peu « malgré lui pour des raisons financières » :

« C'est une obligation d'être ici. Si je pouvais être ailleurs, je le serais ».

Cette dépendance au capital d'autochtonie lui donne également le sentiment d'être finalement captif du territoire et constituer une limite au développement de son activité de chorégraphe lorsqu'il souligne :

« on a jamais eu le droit de faire une compagnie parce que ici on est les rats des champs. »

Au-delà du territoire, c'est donc bien la question des mobilités sociales qui est en jeu.

2. Passer les frontières sociales : l'effet boomerang du territoire comme marqueur d'identification

Le versant « cohorte » permet d'explorer la manière dont les processus d'identification au territoire peuvent être impactés par l'élargissement du champ des possibles évoqué dans l'introduction du rapport. Pour le cas de la cohorte, on pense en particulier à l'intégration des jeunes au sein du dispositif IEPEI au sein du lycée Saint-Exupéry. C'est en effet une caractéristique qui les unit au sens fort du terme dans le sens où faisant partie de ce dispositif, ils sont amenés à vivre ensemble une partie de leur scolarité. Le dispositif IEPEI redéfinit à ce titre les réseaux de sociabilités. Tous les lycéens concernés par ce dispositif ne sont pas dans la même classe, ni au même niveau (certains y entrent en seconde, en première ou en terminale). Ils ne connaissent pas non plus les mêmes réussites aux concours (certains sont admis, d'autres non). En revanche, ils sont amenés à se côtoyer dans les espaces des cours réservés, dans le cadre de sorties pédagogiques mais aussi dans le cadre du dispositif d'enquête que nous avons mis en place (par exemple pendant les focus group). De nouvelles amitiés ont pu naître ou se renforcer. Mais surtout le dispositif quelle que soit la réussite aux concours a entraîné des mobilités géographiques, résidentielles mais aussi parfois sociales qu'on ne peut minorer (voyages à Paris, aménagement dans une résidence étudiante, location d'une chambre, appropriations de nouveaux espaces de loisirs, etc.).

Par les mobilités qu'il permet (même temporaire), ce dispositif institutionnel de discriminations positives rejoue parfois de manière considérable la manière dont les lycéens composent avec le stigmatisme du territoire d'origine, ici les « quartiers nord ». Cela d'autant plus que comme nous l'avons évoqué précédemment, le marquage territorial en constitue l'un des piliers. En suivant les lycéens, on peut objectiver ce que d'autres sociologues ont déjà démontré depuis longtemps à savoir que l'appartenance à un territoire produit des effets bien au-delà du quartier ou de la ville de résidence. On pense ici par exemple aux expériences de testing réalisées à partir de candidatures à l'embauche et de CV supposément adressés par des individus résidant dans des quartiers de mauvaise réputation sociale. Si un patronyme signalant une origine maghrébine ou africaine constitue un attribut fortement négatif aux yeux des potentiels employeurs, l'adresse – c'est-à-dire le quartier ou la ville de résidence – agit également comme un stigmatisme socialement

disqualifiant. À propos des « cités HLM » ou des nouveaux quartiers « de relogement », des études ont mis au jour les logiques et les effets de cette stigmatisation. Ainsi, à partir d'une étude réalisée à Glasgow, Sean Damer et Linda Hartshorne ont pu montrer, dès le début des années 1990, que les « cités de relogement ont la réputation d'abriter un ramassis de délinquants, de vandales, d'alcooliques, de drogués, de prostituées, de familles à problèmes ou de parasites de l'État-Providence, c'est selon »¹⁰. Au concret, l'identification d'un individu à un quartier ou une ville ainsi disqualifiée (et qui peut s'additionner à un patronyme activateur de préjugés sociaux) se traduit par des difficultés à trouver un emploi, un nouveau logement, à ouvrir un compte bancaire, à obtenir un prêt à la consommation, etc. Damer et Hartshorne rappellent que la « stigmatisation accumule des effets réels pour les locataires de ces cités de relogement : listes noires pour les demandes de crédit, difficultés à trouver du travail, à obtenir certains services (les taxis, par exemple), harcèlements de plus en plus fréquents de la part des agences de contrôle social — gérants d'immeubles, police ou travailleurs sociaux ».

A la différence des travaux de Damer et Hartshorne, il est intéressant de voir comment le stigmate a priori pensé comme négatif de l'appartenance au territoire va être converti (ou non) comme un stigmate positif par les membres de la cohorte. Et surtout, le suivi longitudinal de la cohorte permet à la fois de mesurer les effets de ces dispositifs institutionnels en terme d'assignation territoriale. Il permet également de voir comment chacun des lycéens va également pouvoir jouer différemment de cette assignation territoriale en fonction d'autres ressources activées, mobilisées au cours de ces situations de « transfuges ».

3. Le poids des micro-mobilités

Chantal, 60 ans, aide-soignante à l'hôpital de Brignoles, divorcée, 2 enfants (désormais adultes et ayant quitté le foyer)

Un attachement au territoire très ambivalent - Chantal a un sentiment très partagé sur la ville de Brignoles où elle vit depuis son enfance. Nostalgique du Brignoles qu'elle a connu enfant puis jeune mariée, elle estime que le cadre de vie, les conditions d'exercice professionnel, la sérénité des places et des rues se sont « dégradés ». Chantal n'est pas née à Brignoles. Elle y est arrivée enfant. Ses parents, ouvriers, avaient choisi de quitter Marseille pour élever leurs 3 filles « en sécurité ». Ses parents avaient peur pour les deux grandes sœurs de Chantal qui « commençaient à être adolescentes, et tout ça ». Aujourd'hui, Brignoles lui apparaît comme une ville déclinante, moins sûre :

« Je ne me sens pas en sécurité. En face de l'hôpital, quand tu sors du boulot, y'a un endroit où je sais qu'il y a des mosquées et tout ça. Là, je ne suis pas trop en sécurité. Heureusement que j'ai la voiture qui se ferme à clé. Ça craint. »

¹⁰ Sean Damer, Linda Hartshorne, « Habitat et réputation. Peur et sentiment de dégoût dans les logements sociaux de Glasgow », *Déviance et société*, Vol. 15 - N°3, 1991, pp. 293-299.

L'évocation des menaces de fermeture qui ont pesé un temps sur l'hôpital la conduit à exprimer le désajustement entre les valeurs qu'elle apprécie dans son métier et l'évolution du travail hospitalier.

Une mobilité intra-urbaine accompagnant les cycles de vie – Au gré des moments qui ont marqué son existence (mariage, entrée dans la vie professionnelle, naissance des enfants, séparation), Chantal a habité dans différents quartiers de Brignoles. Les logements qu'elle a successivement occupés correspondent aux déplacements qu'elle-même a opérés dans la structure sociale :

« D'abord, j'ai habité avec mes parents dans le centre de Brignoles. Après, j'ai habité aux HLM quand je me suis mariée (...). Après, j'ai fait construire [une maison individuelle]. On a divorcé et je suis d'abord allée aux Jardins de Provence [petite résidence proche du centre-ville] puis à la Celles [village voisin de Brignoles]. Alors là, j'ai aimé parce que j'avais à nouveau une maison. Mais bon, il y avait des escaliers. Ça ne me convenait pas pour mon dos. Et je suis venue ici [petit appartement attaché à une vieille ferme]. J'ai des propriétaires, on ne peut pas mieux rêver. Ils ne vivent que six mois de l'année, pour les beaux jours. Pour l'instant, j'y suis bien. Après la vie, on ne sait pas ce que... Je ne suis pas obtuse à dire : je resterai tout le temps là, je ne veux pas aller ailleurs. C'est sûr que je n'irai pas à... dans le Nord. Ça, c'est sûr et certain. C'est pour le soleil (rire).»

Toujours Brignolaise... pour les amis et les enfants – Malgré la relative satisfaction que lui procure son petit logement, Chantal déplore le déclin et l'insécurité du centre-ville historique :

« Tous les magasins, les petits magasins, ils ferment. Ils sont tous rachetés. Il y a plein de bars, des kebabs, des bars... Tu ne te sens pas en sécurité. Tu te croirais au bled. C'est dommage parce que la place Caramy, c'est joli. (...) Les magasins ferment. Ils ferment tous. À chaque fois, ça change. Après, ils font des nouveaux magasins à côté dans les grandes surfaces... Brignoles se meurt. Moi, je trouve que ça se meurt. » L'attachement à la ville de Brignoles semble maintenu par la force des liens et des habitudes. Chantal évoque la présence à Brignoles des collègues de travail avec lesquels elle entretient des liens anciens. Elle évoque également surtout la présence à Brignoles ou « juste à côté » de ses 2 enfants, trentenaires et ayant quitté le foyer. « Mon fils, il travaille à Marseille (comme vendeur), mais il ne veut pas quitter Brignoles pour tout l'or du monde. Ma fille, elle, elle travaille à Tourves (à 6km). Ils ne sont pas loin. »

Un cadre professionnel dégradé

« C'est l'hôpital de Brignoles qui m'a payé la formation (d'aide-soignante alors qu'elle avait une courte formation en secrétariat avant d'être recrutée à l'hôpital). Moi, je ne connais pas le système privé. J'ai fait toute ma carrière. Quand je suis rentré (à l'hôpital), je n'avais pas 20 ans. » Elle doit faire valoir ses droits à la retraite dans 2 ans même si, dit-elle, « dans ma tête, je n'ai pas l'âge d'aller à la retraite. Moi, ça me plaît. Bon, même si des fois, y a des trucs qui me dérangent. Il y a des jours, je n'ai pas envie ». Ce qui lui plaît, dans son travail, « c'est la relation avec le patient. Quand le patient et que je l'accueille, et quand il part et qu'il me dit : 'merci, vous avez été gentille'. Il part avec le sourire, j'ai pu le rassurer, moi, c'est... J'aime donner. Tu vois, qu'il te fait un sourire. Tu vois, ça, ça n'a pas de prix. C'est plus beau que... » Mais elle déplore

la dégradation des relations professionnelles au sein de l'hôpital. « Ça se dégrade. Les jeunes, ce n'est plus pareil. Ce n'est plus pareil. Il n'y a plus... Ils divisent pour mieux régner. C'est ça qui me... Qui me dit des fois, j'ai envie de lâcher. (...) L'union fait la force, mais il y en a, ils ne comprennent pas. » Elle évoque alors les mobilisations qui ont réuni une partie des personnels lorsque, pendant les années 2000, l'hôpital de Brignoles a été menacé de fermeture. « On a fait des manifs », « la menace était qu'ils ferment ». « Là, ils ont fermé des services, l'hôpital ne fermera pas, mais il va devenir une annexe. Et ça va mourir. Il va devenir une maison de retraite. Alors que, c'est quand même un hôpital de proximité. Parce que nous, maintenant, on est gérés un peu par Sainte-Musse (centre hospitalier de Toulon). On a des directeurs, des sous-directeurs de Brignoles... ils nous supervisent aussi. (...) Ils ferment des lits. Ils n'embauchent plus. Donc c'est la qualité des soins qui... C'est tout ordinateur, c'est tout papier, c'est tout... Il n'y a plus la relation, la chaleur humaine ».

Si on revient sur le cas d'Abdel, animateur territorial, l'enquête nous donne l'occasion de suivre sa trajectoire résidentielle, puisqu'il quitte le logement HLM qu'il occupait lors du 1er entretien pour accéder à la propriété lors du second entretien. Alors qu'il habite la même commune et dans le même périmètre (son ancien logement est séparé d'à peine quelques kilomètres du nouveau qui se trouve de l'autre côté de la voie ferrée), il associe ce déménagement au sentiment d'accomplissement d'un de ses rêves les plus chers. Ce déménagement s'inscrit dans une suite de plusieurs déménagements au cours desquels il a essayé de faire vivre sa famille dans des lieux plus favorisés (notamment une des artères principales de la ville, lieu du marché et des commerces de brocante) mais le coût étant trop lourd, il a dû se résoudre à s'orienter vers des logements sociaux dans lesquels il habite encore lors du premier entretien :

« J'ai déménagé 10 fois à l'Isle depuis que j'y suis. C'est pas un choix, malheureusement non. Parce que sinon je n'irais pas forcément dans les HLM. La première fois que j'ai habité ici (à l'Isle sur Sorgue), c'était mon premier appart j'avais l'impression que c'était le paradis, il y avait 60m2 mais voilà c'était un cadre de vie agréable avec un voisinage correct. Des papis, des mamies, j'aime beaucoup ça. Mais après quand je me suis marié, qu'il a fallu faire des enfants, voilà j'ai habité dans un HLM qui était... Non d'abord j'ai habité avenue de la libération. Des appartements qui appartiennent à M.Valls propriétaire de Super U, le loyer il était exorbitant et j'ai pensé que j'aurais pu rester un moment mais je crois que j'ai fait 7 mois après j'ai dit : "Non on va se tuer". Après je suis parti, ça a été une catastrophe au Redet, c'est des logements après Lidl. Les anciens appartements des gendarmes, hyper vieux, insalubres etc. Là, ça été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et la je me suis dit que c'était compliqué. Déjà 2 enfants et je me suis dit non il faut déménager. J'ai fait des pieds et des mains pour déménager, je reste dans un HLM mais je vais déménager. Quelque part c'est un choix parce qu'avec les HLM de ville c'est vite bouché par rapport à la demande je peux comprendre. Il y a plusieurs critères qui rentrent en compte. Et après je ne pouvais pas forcément aller ailleurs que dans un HLM dans un premier temps. C'était un choix de déménager mais pas forcément ce choix-là ».

Voici la manière dont il y décrit les conditions de vie dans un HLM :

« J'habite dans un HLM, tout est relatif dans un HLM on voit de tout et forcément dire que je vis bien c'est un grand mot mais ça n'empêche pas forcément le fait que je sois heureux donc c'est pour ça que je dis que tout est relatif. Je suis heureux mais je ne vis pas forcément bien parce que je pense à mes enfants. Je

les matraque avec le fait de : "il ne faut pas courir, pas sauter pas si pas ça". Et ça m'énerve un peu parce que c'est l'éducation que j'ai eu parce que ayant vécu dans un HLM toute ma vie forcément on respecte les gens qui sont au-dessous et c'est normal, mais malheureusement on ne vit pas comme un autre enfant. Et ça c'est quelque chose qui m'a toujours perturbé, et je m'en rends compte que j'ai pas trouvé encore la solution. Enfin si maintenant bientôt (rires). Je ne voulais pas forcément d'une vie comme ça et c'est ce qui m'embête dans les HLM, c'est très compliqué ».

Au-delà des problèmes de délinquance ou d'insécurité que l'on associe trop rapidement à la vie dans les quartiers ou HLM, l'enquêté témoigne ici de ce que l'on pourrait appeler "les retenues quotidiennes" qui font que l'on ne vit pas tout à fait dans ces lieux comme ailleurs et en tout cas pas comme l'enquêté peut aspirer à vivre. Cette piste de réflexion invite à repenser les politiques publiques qui, visant à améliorer les conditions de vie dans les quartiers, devraient prendre en considération beaucoup plus finement les priorités des habitants pour pouvoir se sentir mieux où ils vivent. Ces derniers ont des exigences qualitatives qu'on leur dénie trop souvent et qui se modulent au gré de la qualité de leur environnement territorial. Plus le territoire où l'on vit est favorisé, plus on aspire à y vivre comme les autres, comme ceux qui nous entourent c'est à dire ne pas seulement y "survivre" :

« Pour moi, bien vivre je l'associe au logement, au cadre de vie. C'est pour ça que je dis moyennement parce que je me sens très bien à l'Isle-sur-Sorgue. Mais je suis sûr que pour ma famille et surtout pour mes enfants j'ai envie de leur donner comme n'importe quel parent, ce qu'il y a de mieux. Donc forcément ça passe quand même par une maison, un jardin, le stéréotype des anciens américains, le toboggan la balançoire etc. Mais c'est des choses qui fait que j'aurais l'impression de bien vivre ».

Les transformations dans les modes de vie, le positionnement social et la sociabilité peuvent également découler de la fréquentation d'univers spécifiques, ségrégués, dans ce cas par la recherche de l'entre-soi. Ces micro-mobilités et les décalages qui en découlent se retrouvent dans le témoignage de Melina

Melina a 18 ans, bachelière en juin dernier, elle vient de commencer des études de droit. Elle prépare surtout le concours commun des IEP. Fille d'enseignant et de CPE, elle habite avec sa sœur cadette et ses parents dans un quartier du sud d'Aix-en-Provence dans le logement de fonction de ces derniers. Elle se définit comme membre des classes moyennes mais a pu bénéficier d'un bon niveau de capital culturel grâce à ses parents et à ses études secondaires au lycée international de Luynes. La fréquentation de ce lycée a constitué pour elle une forme d'ascension sociale.

« Je me suis retrouvée au milieu de ces « fils de ». J'ai essayé de me conformer, le fait de parler plusieurs langues, et d'avoir pu partir à l'étranger pendant deux mois et tout ça, je pense que ça m'a transformée ».

Malgré un fort attachement à la ville d'Aix, elle ne côtoie que peu les gens de son quartier ou ses voisins. En cas de difficulté elle contacterait

les pompiers ou la police plutôt qu'un.e voisin.e. De fait, ses seuls contacts sont ses amis du lycée, qui sont tous partis à l'étranger pour leurs études. Les relations sont quotidiennes mais se font essentiellement par téléphone.

« Et je sais que tous mes amis de Luynes, du lycée ne côtoient personne d'autre, enfin aucun autre lycée de Aix. Ce qui est bizarre ».

Son arrivée à l'université lui a également fait prendre conscience d'une certaine distance par rapport aux autres étudiants.

« Quand je suis arrivée à la fac, je me suis rendu compte que j'avais une façon de parler et de m'en comporter totalement différentes des autres personnes qui venaient, je ne sais pas de Manosque ou de... Nice, ou... Parce que c'est vrai qu'on est différents... C'est une grande fac, Aix. Il y a vraiment beaucoup de monde....[...] On n'avait pas le même humour. Quand je faisais référence à quelque chose : bah non. [...] Et puis... C'est vrai que j'avais pour habitude de parler anglais tout le temps avec mes amis donc là... Enfin c'était trop... Je ne sais pas. Enfin après, j'ai retrouvé une fille de mon ancien lycée donc, qui est à la fac de droit. Elle aussi, elle est bilingue et tout ça. Et d'ailleurs, c'est la seule sur Aix, qui est restée de l'année dernière. Et finalement, je reste quasiment tout le temps avec elle en cours... On se met à part ».

Ainsi, sans avoir déménagé, le simple fait d'avoir été scolarisé dans un établissement particulier a conduit Inès à limiter son réseau relationnel à cette catégorie de la population, lui offrant ainsi une forme de mobilité sociale ascendante, mais la conduisant en même temps à ressentir un décalage avec les autres étudiants de l'université.

CONCLUSION

Au terme de cette première année de fonctionnement du "baromètre", plusieurs lignes d'analyse se dégagent clairement des résultats rassemblés par les enquêteurs.

La première concerne la **pluralité des modes d'identification au territoire** de résidence. Comme nous l'avons détaillé dans le présent rapport, l'attachement à la ville, au quartier, au "Sud" est fortement déterminé par les conditions matérielles d'existence. Or, si ces conditions peuvent pour partie être mesurées grâce aux données statistiques classiques (PCS, dernier diplôme, revenu), il est clair qu'elles ne peuvent se résumer à ces seuls attributs catégoriels. La présence à proximité d'un groupe familial nombreux et solidaire, l'appui possible sur un réseau d'amitié, le sentiment de maîtriser les codes et les enjeux de son espace socioprofessionnel, le sentiment d'avoir trouvé un compromis acceptable entre ses espérances et les difficultés du quotidien (rareté de l'emploi, des possibilités de garde d'enfants, de faire une formation...) jouent également un rôle important. Aussi, ce « baromètre » attentif aux représentations des habitant-e-s rappelle combien les enquêtes fabriquées à distance des enquêté-e-s et reposant uniquement sur des données statistiques de seconde main peuvent avoir tendance à **trop attribuer aux attributs sociodémographiques** des individus et des territoires et, corrélativement, à ne pas accorder aux facteurs relationnels et contextuels toute l'importance qu'elle mérite. Il ne s'agit pas ici bien évidemment d'écarter toutes ces enquêtes. Destinées à produire des classements externes ou objectifs des individus, les variables statistiques standardisées sont extrêmement utiles pour donner une cartographie approchée de la distribution socio-spatiale des ressources (économiques, culturelles, etc.). Cependant, il serait sociologiquement risqué d'en tirer des interprétations quant aux représentations ou aux opinions des individus. Dans cette perspective, le « baromètre des valeurs et des représentations en région Sud » souligne combien il peut être utile pour la connaissance du territoire et des représentations de ses habitant-e-s de combiner ces enquêtes à d'autres enquêtes construites autour de la prise en compte des « expériences du proche ». On rappelle ainsi que si le classement fait à distance et de façon externe peut identifier un déclassement individuel ou un déclassement du cadre de vie (habitat vétuste, chômage élevé, délinquance), l'enquête conduite dans le cadre du Baromètre invite à poser d'autres conclusions. Elle souligne notamment que des gens peuvent éprouver le sentiment qu'ils vivent bien alors qu'ils habitent un territoire qui « dévissent ». Y compris lorsque leurs attributs sociodémographiques indiquent une position "plutôt en bas" de la structure sociale. A *contrario*, des individus socialement et économiquement très bien dotés et vivant sur des segments privilégiés

du territoire (grande propriété, piscine, etc.) peuvent exprimer une impression de déclin, une volonté de déménager.

Deuxièmement, l'enquête collective réalisée sur plusieurs sites de la région propose quelques pistes pour introduire de nouvelles variables dans l'analyse si l'on veut comprendre ces rapports subjectifs au territoire. Les premiers entretiens réalisés auprès du panel soulignent par exemple combien les données relatives aux **micro-mobilités résidentielles et professionnelles, aux effets du genre, aux ressources du proche** (famille, réseau, maîtrise du jeu social et des codes de l'espace local) permettent d'instruire le sentiment d'*avoir prise* sur son territoire et plus largement sur son avenir. Or ce sentiment semble fondamental à intégrer dans toute analyse qui cherche à appréhender les rapports au territoire. Ce **sentiment d'avoir prise sur son existence, sur le territoire** tient le plus souvent à des ressources que nous avons qualifiées de ressources d'autochtonie et dont la "mesure" suppose un dispositif d'enquête qualitatif et même participatif (entretiens panélisés, entretiens collectifs, cartes mentales...). Ce dispositif d'enquête qualitatif et participatif ne signifie pas pour autant que ces données ne puissent être objectivées et articulées aux données statistiques classiquement utilisées dans les enquêtes de diagnostics territoriaux. Les prochaines moutures du baromètre permettront d'affiner ces hypothèses et de donner des pistes pour introduire de nouvelles variables et méthodologies dans la fabrique des instruments de mesure du bien-être et des représentations des territoires.

Troisièmement, dans un contexte singulier où de forts mécontentements sociaux se sont exprimés, l'enquête rappelle combien **la compréhension de ces mécontentements – comme du sentiment de félicité – et de leurs expressions est aujourd'hui un enjeu majeur pour les décideurs publics et politiques**. Les grandes dynamiques territoriales comme les variables individuelles liées au revenu, à la situation vis-à-vis de l'emploi ou au statut d'occupation du logement ne peuvent permettre de saisir la complexité des représentations et des perceptions vis-vis du territoire – en particulier – et du monde social – en général. Dans cette perspective, ce premier rapport invite à éviter tout fétichisme de la spatialisation (le lieu et les représentations dont il fait l'objet n'ont pas d'influence mécanique sur les représentations des individus) ainsi qu'à dépasser les analyses qui se limitent à saisir les représentations des individus au prisme d'attributs sociaux repérables et mesurables statistiquement. En proposant une analyse par panel et cohorte, menée sur le temps long, auprès des mêmes enquêtés et sur des territoires dont les frontières ont vocation à être étendues pour les prochains volets de l'enquête baromètre, l'équipe de recherche est en mesure de produire **un instrument de connaissance des habitants du territoire de la région Sud inédit**.

Enfin, au-delà du sentiment de bien-vivre, l'enquête qualitative constitue une entrée pertinente pour saisir **comment la Région peut s'incarner dans la vie des habitants et habitantes du territoire**. De façon finalement assez classique, l'enquête rappelle la difficulté pour la plupart des individus d'imputer à un échelon institutionnel précis des politiques publiques (les responsables, ce sont les "décideurs", "la classe

politique"). C'est particulièrement vrai pour l'institution régionale qui, à la différence de la commune/mairie ou du gouvernement national, est peu mentionnée dans les récits du quotidien des enquêtés. Pour autant bien que l'institution régionale apparaît finalement assez mal connue des enquêtés, les entretiens qualitatifs permettent de saisir les perceptions et les attentes dans des domaines où la Région a aujourd'hui un rôle central. En entrant par les récits des enquêtés et leur perceptions, on voit ainsi resurgir, par la bande, **l'action publique régionale**. Enseignement secondaire et formation professionnelle, transports, santé, etc., nombreuses sont les compétences, exclusives ou partagées, de la Région à être mentionnées dans les récits de nos enquêtés. L'enquête Baromètre pourrait ainsi apporter une contribution majeure sur la manière dont les enquêtés formulent leurs visions des problèmes mais aussi leurs solutions de l'action publique régionale. Dans cette perspective, il nous semble que la prochaine mouture du Baromètre pourrait être l'occasion de travailler sur les représentations des enquêtés autour d'une politique publique particulière - par exemple, sur le traitement des déchets, sur les questions environnementales ou encore sur les transports.

L'équipe Baromètre envisage également de gonfler la cohorte des enquêtés suivi dans le programme en procédant à l'intégration de nouveaux territoires ainsi que de nouveaux individus dans les prochaines vagues d'entretien (panel et cohorte).

ANNEXES

Annexe 1. Grille d'entretiens panélisés (Vague n°1)

Annexe 2. Grille d'entretiens panélisés (Vague n°2)

Annexe 3. Notre enquête par cohorte : une méthodologie plurielle et innovante

Annexe 1. Grille d'entretiens panélisés (Vague n°1)

Présentation de l'enquête

- **Enquête collective** à laquelle participent plusieurs chercheurs et enseignants-chercheurs du laboratoire CHERPA (Sciences Po Aix). Qui porte sur les représentations et les rapports au territoire en région.
- L'objectif est de réaliser environ 70 **entretiens** avec des personnes de **tous niveaux sociaux**, de **tout bord politique** et de **toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur**.
- Il s'agit de mieux comprendre comment les habitants de la région vivent sur leur territoire, s'y déplacent et quelles représentations ils en ont. Nous voulons leur **donner la parole**, sur ce qui à leurs yeux va ou ne va pas dans leur ville, dans leur région, et même en France aujourd'hui, sur leurs souhaits concernant l'avenir et plus largement sur leurs avis à propos des problèmes sociaux, politiques et économiques actuels, sur leurs sujets de satisfaction ou de mécontentement.
- L'intérêt de cette enquête approfondie est de **pallier les insuffisances des enquêtes sur les conditions de vie qui ne reposent que sur des questions fermées**.
- Le protocole d'enquête garantit **l'anonymat** : aucun nom propre ne sera cité. Les entretiens seront regroupés et analysés collectivement et anonymement. On ne pourra pas identifier les enquêtés dans le corpus final. Les coordonnées personnelles seront effacées.
- L'enquête propose une **grille d'entretien commune à tous les enquêtés**, même si certains aménagements ont lieu au cas par cas, selon les profils des interviewés.
- Afin de mesurer les évolutions des opinions, **les entretiens seront répétés dans le temps**, avec plusieurs « vagues »: l'une en avril-juin ; l'autre à l'automne. Et d'autres à l'avenir, dont les dates restent à définir.

Vague 1 (avril-juin 2018)

Comme je vous le disais, il s'agit aujourd'hui d'un premier entretien qui sera suivi, dans quelques mois d'un nouvel entretien. On vous sollicitera alors de nouveau, pour vous poser de nouvelles questions et vous reposer des questions similaires. Pour nous, il s'agit de comprendre comment évolue le ressenti des individus vis-à-vis de leur cadre de vie, de leur territoire mais aussi comment évoluent leurs pratiques/usages sur ce territoire. Cet entretien s'inscrit sur un travail universitaire, qui vise à comprendre ce que vous pensez (et aucunement ce que vous savez). Il n'y a pas de "bonne réponse". Sentez-vous libre de dire que vous ne savez pas ou qu'une question ne vous inspire pas.

Ce premier entretien est divisé en trois grandes parties :
dans un premier temps : une série de questions fermées, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir et sur les institutions mais aussi sur la façon dont vous percevez le lieu où vous vivez.
dans un second temps: nous reviendrons sur une série de questions ouvertes, où vous aurez du temps pour détailler vos réponses.
dans un troisième temps : nous aurons une série de questions très courtes sur votre profil socio-professionnel.

1^{ère} partie : Confiance dans l'avenir et cadre de vie [questions trend]

J'ai tout d'abord une série de questions très générales, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir et sur les institutions. Ce sont des questions que je vous reposerai à chaque fois que nous nous verrons.

Pour chacune des questions, notez que vous êtes en droit de ne pas répondre.

1. Concernant l'avenir de la **société française**, vous diriez que vous êtes, personnellement...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

2. Concernant votre **avenir personnel**, vous diriez que vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Ne sait pas _____	6

3. De façon générale, avez-vous aujourd'hui le **sentiment de bien vivre** ?
- | | |
|------------------|---|
| Oui, tout à fait | 1 |
| Oui, plutôt | 2 |
| Moyennement | 3 |
| Non, plutôt pas | 4 |
| Non, pas du tout | 5 |
| Ne sait pas | 6 |

J'ai désormais quelques questions sur votre confiance (ou votre absence de confiance) dans une série d'institutions :

4. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **gouvernement actuel**, vous êtes...

Très confiant(e)	1
Assez confiant(e)	2
Moyennement confiant(e)	3
Peu confiant(e)	4
Pas du tout confiant(e)	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	6
Ne sait pas	7

5. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de l'**école et de la formation des jeunes**, vous êtes...

Très confiant(e)	1
Assez confiant(e)	2
Moyennement confiant(e)	3
Peu confiant(e)	4
Pas du tout confiant(e)	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	6
Ne sait pas	7

6. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **justice**, vous êtes...

Très confiant(e)	1
Assez confiant(e)	2
Moyennement confiant(e)	3
Peu confiant(e)	4
Pas du tout confiant(e)	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	6
Ne sait pas	7

7. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **police**, vous êtes...

Très confiant(e)	1
Assez confiant(e)	2
Moyennement confiant(e)	3
Peu confiant(e)	4
Pas du tout confiant(e)	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	6
Ne sait pas	7

8. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de la **mairie de votre ville**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

9. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard de [la **métropole d'Aix-Marseille**/dans la **communauté d'agglomération Provence-Alpes** (pour Digne)/**Communauté d'Agglomération de la Provence Verte** (pour Brignoles)/**Communauté d'agglomération Pays des Sorgues Monts de Vaucluse**/communauté d'agglomération de Nice pour Cagnes sur Mer], vous êtes...

_____	1
Très confiant(e) _____	
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

10. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **conseil départemental**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

11. D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **conseil régional**, vous êtes...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

J'ai maintenant une dizaine de questions qui portent sur votre ressenti vis-à-vis de votre cadre de vie, du territoire où vous résidez. On reste encore sur le même modèle "question courte", et des "réponses aux choix". On développera ensuite si vous le voulez bien.

12. Si vous deviez qualifier **votre attachement à votre quartier de résidence** , vous diriez qu'il est...

Très fort	_____	1
Assez fort	_____	2
Moyen	_____	3
Faible	_____	4
Très faible	_____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	_____	6
Ne sait pas	_____	7

13. Si vous deviez qualifier **votre attachement à votre ville de résidence** , vous diriez qu'il est...

Très fort	_____	1
Assez fort	_____	2
Moyen	_____	3
Faible	_____	4
Très faible	_____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	_____	6
Ne sait pas	_____	7

14. Si vous deviez qualifier **votre attachement à votre région de résidence** , vous diriez qu'il est...

Très fort	_____	1
Assez fort	_____	2
Moyen	_____	3
Faible	_____	4
Très faible	_____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	_____	6
Ne sait pas	_____	7

15. Que pensez-vous de votre **cadre de vie quotidien** , c'est-à-dire de **ce qui entoure le logement où vous vivez ?**

Très satisfaisant	_____	1
Assez satisfaisant	_____	2
Moyennement satisfaisant	_____	3
Peu satisfaisant	_____	4
Pas satisfaisant du tout	_____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	_____	6
Ne sait pas	_____	7

16. Que pensez-vous de la **présence des pouvoirs publics là où vous vivez ?**

Très fort	_____	1
Assez fort	_____	2
Moyen	_____	3
Faible	_____	4
Très faible	_____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e)	_____	6
Ne sait pas	_____	7

17. Si vous deviez **qualifier le lieu où vous vivez**, vous diriez qu'il ...
- | | | |
|-------------------------------------|-------|---|
| Va très bien | _____ | 1 |
| Va assez bien | _____ | 2 |
| Va moyennement bien | _____ | 3 |
| Ne va pas très bien | _____ | 4 |
| Ne va pas bien du tout | _____ | 5 |
| Vous ne vous sentez pas concerné(e) | _____ | 6 |
| Ne sait pas | _____ | 7 |
18. Pensez-vous qu'il serait **plus facile de réaliser vos projets** de vie si vous viviez **ailleurs** ?
- | | | |
|-------------------------------------|-------|---|
| Oui, beaucoup plus facile | _____ | 1 |
| Peut-être | _____ | 2 |
| Non | _____ | 3 |
| Vous ne vous sentez pas concerné(e) | _____ | 4 |
| Ne sait pas | _____ | 5 |
19. Au cours des 5 prochaines années, **souhaiteriez-vous déménager** ?
- | | | |
|--|-------|---|
| Oui, vous souhaitez déménager | _____ | 1 |
| Non, vous ne souhaitez pas déménager dans les 5 prochaines années | _____ | 2 |
| Non, vous ne souhaitez pas déménager dans les 5 prochaines années mais vous n'aurez pas le choix | _____ | 3 |
| Vous ne vous sentez pas concerné(e) | _____ | 4 |
| Ne sait pas | _____ | 5 |
20. Dans l'éventualité d'un déménagement, idéalement, vous aimeriez **aller**...
- | | | |
|--|-------|---|
| Dans un autre logement dans le quartier où vous vivez actuellement | _____ | 1 |
| Dans un logement dans un autre quartier de la ville où vous vivez actuellement | _____ | 2 |
| Dans une autre ville | _____ | 3 |
| Dans un autre département | _____ | 4 |
| Dans une autre région | _____ | 5 |
| Dans un autre pays | _____ | 6 |
| N'importe où | _____ | 7 |
| Vous ne vous sentez pas concerné(e) | _____ | 8 |
| Ne sait pas | _____ | 9 |

21. Là où vous vivez, quels sont, selon vous, les grands domaines que les pouvoirs publics devraient cibler ? Choisissez parmi ces propositions celles qui correspondent le mieux à vos attentes vis-à-vis des pouvoirs publics (vous pouvez choisir jusqu'à 3 réponses que vous devez hiérarchiser)

	1ère réponse	2ème réponse	3ème réponse
Le logement	1	1	1
L'école et la formation	2	2	2
La sécurité	3	3	3
L'offre de santé	4	4	4
Les transports, circulation et stationnement	5	5	5
Culture et loisirs	6	6	6
Le développement des réseaux de téléphonie mobile et d'internet	7	7	7
Offre de commerces	8	8	8
Installation des entreprises	9	9	9
Emploi	10	10	10
Autre [à remplir]	11	11	11

Je vais maintenant revenir avec vous, plus en détail, sur certaines questions à la fois sur vous, personnellement, pour mieux comprendre "qui vous êtes" et "d'où vous venez" mais aussi sur votre ressenti vis-à-vis du territoire où vous résidez et sur vos pratiques sur ce territoire, mais cette fois-ci en vous laissant une bien plus grande liberté de parole.

II. Portrait long de l'enquêté, rapport au territoire et aspirations pour l'avenir

1^{ère} séquence : Portrait de l'enquêté.e

Dans cette seconde partie, on va revenir d'abord sur votre parcours. J'ai besoin de savoir un peu qui vous êtes. Nous souhaitons interroger des personnes qui représentent la diversité de la population française et nous avons donc besoin de mieux vous connaître.

- **Enfance/famille**
 - Âge
 - Où avez-vous **passé** votre **enfance** ?
 - La **famille** :
 - **Professions des parents** ?

- Où sont-ils nés? Quand ? Si nés à l'étranger, quand sont-ils arrivés en France ? Leur profession a-t-elle changé à cette occasion ? Quand sont-ils arrivés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ?
- Quelles étaient les professions de vos grands-parents ? paternels? maternels?
- Frères et des soeurs ? Que font-ils ? Où vivent-ils ? [position dans la fratrie]
- **Couple et enfants**
 - En **couple** ? en couple ? divorcé-e ? veuf-ve ? célibataire?
 - Depuis longtemps ?
 - Je peux vous demander à quelle occasion vous vous êtes rencontrés ?
 - Si oui, quelle est la profession de votre conjoint ?
 - Des **enfants** ?
 - Combien ?
 - Quel âge ont-ils ?
 - Que font-ils ? (ils travaillent ? ils étudient ?)
 - Où vivent-ils ?
- **Scolarité**
 - Quelle scolarité ou études avez-vous suivies ?
 - Trajectoire scolaire universitaire ? ça se passait comment à l'école ? public/privé ?
 - Le diplôme le plus élevé obtenu ?
 - Quand ?

[pour les lycéens et étudiants : question à creuser]

- **Situation actuelle et parcours professionnel**

- Aujourd'hui :
 - Vous travaillez ? vous cherchez du travail ?
 - En études / en formation ?
- Quelle est votre **profession actuelle** ?
- **Statut** : salarié du public ? du privé ? indépendant ? CDD ? intérimaire ? CDI ? au foyer ? retraité (de quoi) ? etc.
- **Travail concret**: description.
- **Horaires**
- "Parcours professionnel" => Auparavant, avez-vous exercé d'autres professions ? lesquelles/quand ?

- **Religion**

Quelques questions sur la religion :

- Vous diriez que vous êtes "croyant(e) ? très croyant(e) ? ou pas ?
- Vous avez reçu une éducation "religieuse" ? (concrètement ?)
- Aujourd'hui, vous êtes très pratiquant(e) ? (par quoi ça se traduit ? fréquentation de lieux de culte, prières, port de bijoux, vêtements prescrits par la religion, régime alimentaire prescrit par la religion).

- Question de la régularité de la pratique ?
- Est-ce que vous diriez que vous avez le même rapport à la religion que le reste de votre famille ? (parents, frères, soeurs) Que vos amis ?

SÉQUENCE 2 • Parcours résidentiel et ancrage local

- ça fait longtemps que vous habitez ici? (vous avez déjà habité dans une autre ville ? dans une autre région ? un autre pays ?)
- [pourriez-vous me décrire - dans les grandes lignes - votre lieu de vie ?] Vous habitez dans un appartement ? une maison ? dont vous êtes locataire/propriétaire ? il y a un jardin?
- est-ce que vous diriez qu'ici, aujourd'hui, vous vivez bien ? est-ce que vous avez le sentiment de "bien vivre" ?
- et ça vous plaît d'habiter ici ? un endroit que vous aimez ?
- est-ce que vous diriez que vous vous sentez "attaché" à votre territoire ? (par quoi ça se traduit concrètement ?) Vous diriez que vous ressentez un sentiment d'appartenance ?
- Vous diriez que c'est par choix que vous habitez ? que vous êtes venus, que vous restez ici ?
- Est-ce que vous diriez que ce territoire a changé depuis que vous y vivez? [si oui, qu'est-ce qui a changé ? en bien/en mal ?]

SÉQUENCE 3 • L'action des pouvoirs publics

[Ici, il faut reprendre les réponses fermées de la première partie et les mettre en discussion, demander à l'interviewé de développer. Mettre en discussion ces réponses, la hiérarchisation, demander à l'interviewé de développer].

III. Données socio-démographiques sur l'enquête (questions fermées à administrer)

- a. Vous êtes...
- | | | |
|-----------|--|---|
| Un homme | | 1 |
| Une femme | | 2 |
- b. En quelle année êtes-vous né(e)?
- c. Quelle est votre nationalité ?
- d. Où êtes-vous né ?

- e. Aujourd'hui, vous êtes....
- | | | |
|--|-------|---|
| En couple (marié(e), pacsé(e), en concubinage) | _____ | 1 |
| Veuf/Veuve | _____ | 2 |
| Divorcé(e) | _____ | 3 |
| Célibataire | _____ | 4 |
- f. Avez-vous des enfants?
- | | | |
|-----|-------|---|
| Oui | _____ | 1 |
| Non | _____ | 2 |
- g. Si oui, combien ?.....
- h. Quelle est votre situation actuelle ?
- Vous occupez un emploi (salarié, à votre compte, déclaré ou non, congé maternité, parental, maladie de moins de 3 ans...) _____ 1
- Vous êtes apprenti(e) sous contrat ou en stage rémunéré _____ 2
- Vous êtes étudiant, élève, en formation _____ 3
- Vous êtes au chômage (inscrit ou non à pôle emploi, percevant une rémunération ou pas) _____ 4
- Vous êtes femme ou homme au foyer _____ 5
- Vous êtes retraité(e) (ou en pré-retraite) _____ 6
- Autre situation _____ 7
- i. Quelle est votre profession ? ou votre dernière profession (le plus précisément possible)
- j. Quel est le diplôme le plus élevé que vous ayez obtenu ?
.....

Revenus personnels et couples

- k. En prenant en compte tous vos revenus (salaires, aides...), quel est actuellement le montant mensuel de vos ressources pour un mois ordinaire ?
- [N'étant ni l'INSEE et ni le service des impôts, nous ne vous demandons pas vos revenus précisément mais estimation nette globale, sur une base mensuelle]*
- | | | |
|-------------------------------|-------|---|
| Moins de 800 euros | _____ | 1 |
| Entre 800 et 1200 euros | _____ | 2 |
| De 1200 à 1700 euros | _____ | 3 |
| De 1700 à moins de 2500 euros | _____ | 4 |
| 2500 euros ou plus | _____ | 5 |
| Ne sait pas | _____ | 6 |
| Ne veut pas répondre | _____ | 7 |

- l. S'il y a plusieurs personnes dans votre foyer : En prenant en compte tous les types de revenus de votre foyer (et même s'il manque les revenus de certaines personnes), quel est actuellement le montant MENSUEL net des ressources de l'ensemble de votre ménage - pour un mois ordinaire? [Il s'agit là encore d'une estimation globale, sur une base mensuelle]

Moins de 800 euros _____ 1
 Entre 800 et 1200 euros _____ 2
 De 1200 à 1700 euros _____ 3
 De 1700 à moins de 2500 euros _____ 4
 De 2500 euros à moins de 5000 euros _____ 5
 De 5000 à moins de 8000 euros _____ 6
 8000 euros et plus _____ 7
 Ne sait pas _____ 8
 Ne veut pas répondre _____ 9

- m. Percevez-vous (ou une autre personne de votre foyer) des aides sociales ? (logement, allocations familiales...)

Oui _____ 1
 Non _____ 2

Résidence

- n. [Question uniquement pour les jeunes travailleurs et étudiants] Est-ce que vous résidez aujourd'hui chez vos parents ?

Oui _____ 1
 Non _____ 2

- o. [Question uniquement pour les jeunes travailleurs et étudiants] Si non, dans quelle commune réside aujourd'hui votre famille ?

- p. Personnellement, dans quelle commune résidez-vous actuellement ?
(code postal :.....)

- q. Combien de kilomètres y a-t-il entre votre logement et la ville de xxx [ville de référence pour l'enquête] ?

- r. Depuis combien de temps résidez-vous dans cette commune?

- s. À quel titre occupez-vous votre logement ?

Locataire _____ 1
 Propriétaire _____ 2
 Hébergé(e) à titre gratuit _____ 3

- t. Possédez-vous une résidence secondaire ?

Oui _____ 1
 Non _____ 2

Annexe 2. Grille d'entretiens panélisés (Vague n°2) (novembre 2018)

Il s'agit donc aujourd'hui de notre second entretien qui sera suivi, dans quelques mois d'un nouvel entretien. On vous sollicitera alors de nouveau, pour vous poser de nouvelles questions et vous reposer des questions similaires. Pour nous, ce sont toujours les mêmes questions qui sont centrales : il s'agit de comprendre comment les habitants de la région vivent sur ce territoire et comment ils perçoivent leur territoire et leur vie sur ce territoire. Vous allez voir cependant que l'on va aborder ces questions par de nouvelles entrées.

Comme je vous l'avais dit la dernière fois, cet entretien s'inscrit dans le cadre d'un travail universitaire, qui vise à comprendre ce que vous pensez (et aucunement ce que vous savez). Il n'y a pas de "bonne réponse". Sentez-vous libre de dire que vous ne savez pas ou qu'une question ne vous inspire pas.

Ce premier entretien est divisé en deux grandes parties :

- dans un premier temps (et comme la dernière fois) : une série de questions fermées, sur votre sentiment vis-à-vis de votre situation actuelle, sur l'avenir.
- dans un second temps: nous reviendrons sur une série de questions ouvertes, où vous aurez du temps pour détailler vos réponses.

INTRODUCTION : Depuis la dernière fois...

Depuis la dernière fois que l'on s'est vu, est-ce qu'il y a eu des changements dans votre vie (situation professionnelle ? déménagement ? nouvelle situation ?)

1^{ère} partie : RETOUR SUR QUELQUES QUESTIONS TREND

Dans un premier temps, je voudrais revenir avec vous sur quelques questions que je vous ai déjà posées lors de la vague 1.

1) Concernant l'avenir de la société française, vous diriez que vous êtes, personnellement...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

2) Concernant votre avenir personnel, vous diriez que vous êtes, personnellement...

Très confiant(e) _____	1
Assez confiant(e) _____	2
Moyennement confiant(e) _____	3
Peu confiant(e) _____	4
Pas du tout confiant(e) _____	5
Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____	6
Ne sait pas _____	7

- 3) De façon générale, avez-vous le sentiment de bien vivre ?
- Oui, tout à fait _____ 1
- Oui, plutôt _____ 2
- Moyennement _____ 3
- Non, plutôt pas _____ 4
- Non, pas du tout _____ 5
- Ne sait pas _____ 6

4) D'une façon générale, vous diriez qu'à l'égard du **gouvernement actuel**, vous êtes...

- Très confiant(e) _____ 1
- Assez confiant(e) _____ 2
- Moyennement confiant(e) _____ 3
- Peu confiant(e) _____ 4
- Pas du tout confiant(e) _____ 5
- Vous ne vous sentez pas concerné(e) _____ 6
- Ne sait pas _____ 7

RELANCE À PARTIR DES RPS DE LA V1 - [Comme on sait ce qu'ils ont répondu la dernière fois, on peut les relancer. Saisir les évolutions, les différences... les cohérences...]

5) Comme la fois précédente, j'ai une question à choix multiples. Je vais vous proposer une série de "valeurs" et j'aimerais que vous me disiez, pour vous, personnellement, quelles sont les valeurs qui vous semblent aujourd'hui les plus importantes ? Choisissez parmi ces propositions celles qui vous correspondent le mieux (vous pouvez choisir jusqu'à 3 réponses que vous devez hiérarchiser)

	1 ^{ère} réponse	2 ^{ème} réponse	3 ^{ème} réponse
La liberté	1	1	1
La solidarité	2	2	2
La sécurité	3	3	3
Le travail	4	4	4
L'égalité	5	5	5
Le mérite	6	6	6
La responsabilité	7	7	7
La fraternité	8	8	8
La loyauté	9	9	9
L'engagement	10	10	10
Autre [à remplir]	11	11	11

DEMANDER A L'ENQUETE.E DE DEVELOPPER, d'EXPLIQUER SES CHOIX

2^{ème} partie : Pratiques du territoire, engagement, représentations et aspirations pour l'avenir [QUESTIONS OUVERTES]

J'ai maintenant une série de questions plus ouvertes. Des questions qui vont porter sur plusieurs domaines :

- d'abord, sur votre **rapport au territoire et sur vos pratiques/vos mobilités sur ce territoire** mais aussi sur les **relations que vous entretenez avec votre voisinage**
- Dans un second temps, j'aimerais que l'on parle un peu de vos **engagements** (s'il y a lieu) **engagement associatif, engagement dans un parti, engagement syndical....**
- Et enfin, dans un dernier temps, j'aimerais que l'on discute de vos **aspirations/envies/espoirs pour l'avenir.**

L'idée dans un premier temps, c'est un peu de comprendre où est-ce que vous vous déplacez, les lieux où vous vous rendez... (et ceux où vous n'allez pas).

1) **REPRÉSENTATIONS et PRATIQUES DU TERRITOIRE** (vacances, culture, consommation, relations de voisinage)

- Premières séries de questions, sur vos pratiques sur le territoire et donc sur vos **déplacements "quotidiens"** (c'est-à-dire dans le cadre de vos déplacements de tous les jours, par exemple, pour le travail, pour l'école...)

Question pour les actifs :

Pour le travail d'abord :

- vous travaillez où ?
- A combien de km de là où vous résidez ?
- ça implique quoi comme déplacement ? vous y allez comment ?
- c'est un déplacement que vous trouvez long ?
- C'est un trajet que vous trouvez agréable ? désagréable ?
[des choses qui vous plaisent/vous déplaisent durant ce trajet ?]

Question pour les retraités/sans emplois :

- une journée type, elle se déroule « où » ?
- c'est quoi vos « déplacements quotidiens » ? A combien de km de là où vous résidez ?
- ça implique quoi comme déplacement ? vous y allez comment ?
- c'est un déplacement que vous trouvez long ?
- C'est un trajet que vous trouvez agréable ? désagréable ?
[des choses qui vous plaisent/vous déplaisent durant ce trajet ?]

- [**courses et shopping**] Une des raisons de sortir de chez soi, c'est évidemment d'aller faire des **courses**, pour les besoins du quotidien, mais aussi pour le shopping, les habits, les meubles... bref, tout ce que

l'on consomme. Et une question qui nous intéresse : c'est justement de savoir si les gens/nos enquêté.e.s, ils vont plutôt à côté de chez eux, ou plus loin... dans les centres commerciaux... ou dans les commerces de centre-ville. J'ai donc plusieurs questions là-dessus :

- Est-ce que vous voulez bien me raconter où est-ce que vous faites vos courses ? centre ville, centres commerciaux, quels déplacements, comment ils se font.... (Et avec qui ? seul.e, en famille, avec des ami.e.s)?
- **[loisirs]** Autre domaine qui peut impliquer des déplacements les loisirs, les activités que l'on fait ou que font les enfants.
 - première question du coup, est-ce que vous avez des loisirs ? ou vos enfants ? *[pour ceux qui ont des enfants encore scolarisés]* : c'est quoi les activités extra-scolaires de vos enfants (sport, danse, musique...)?
 - Et ces activités, elles se déroulent où ? dans votre commune? dans votre quartier ? ailleurs ?
- Derniers domaines qui peut impliquer des "déplacements" : les **vacances** et les **weekends**
 - Première question qui se pose, est-ce qu'il vous arrive de prendre des vacances ? de partir en weekend? *[pour essayer de savoir, aussi, s'il ont les moyens de le faire, et le temps aussi]*
 - Vous partez souvent ? les weekends et les vacances ? ou vous restez plutôt à la maison ? *(essayer de savoir si c'est vécu comme un choix ou comme une contrainte)*
 - C'est quoi pour vous le weekend idéal ? les vacances idéales ?
 - Est-ce que c'est de rester à la maison ? de voir du monde ? de partir (où?)
- **[Relations de voisinage, entraide et sociabilités]** Toujours pour essayer de mieux comprendre comment est-ce que vous vivez sur ce territoire : **j'avais des questions sur votre quartier et sur les relations que vous entretenez avec votre voisinage.**
 - Première question, comment est-ce que vous décririez les gens qui habitent dans ce quartier ? Qui sont les gens qui vivent ici ? vos voisins ? (est-ce qu'il y a des membres de votre famille qui vivent près de chez vous?)
 - Personnellement, vous entretenez plutôt des bonnes relations ? des mauvaises relations ? ou pas de relations avec vos voisins ?
 - *[pour ceux qui n'entretiennent pas de relations]* : est-ce que vous pourriez nous en dire plus, nous expliquer pourquoi est-ce que vous n'avez pas trop de relations avec vos voisins?
 - Par exemple, si vous avez un souci, vous savez que vous avez un voisin à qui vous pouvez téléphoner ? chez qui vous pouvez sonner ? à qui vous pouvez demander un coup de main ? [ex. si vous oubliez vos clés ? si vous avez besoin qu'on vous emmène chez le médecin ? si vous n'avez plus de farine pour un gâteau?]
 - Vous diriez que vous avez plutôt confiance dans vos voisins ? ou au moins dans certains de vos voisins ?

- **[Attachement au territoire]**

- En lien avec ces questions, j'aimerais bien revenir sur un point dont on a déjà parlé la dernière fois : vous vous avez plutôt envie de rester ici ? (ou de partir) ? Ce quartier, c'est un endroit où vous vous sentez bien ? ou pas trop ?
- Et qu'est-ce qui fait que vous avez envie de rester ici/de partir d'ici ?
- Et je me demandais, à propos de ce quartier : il a plutôt quoi comme réputation ? les gens en ont plutôt une bonne image ? (dans la région/dans le reste de la commune ?) et vous, vous trouvez que cette image est justifiée ?
- Et quid de l'avenir de votre quartier/de votre commune ? vous avez des inquiétudes/des craintes ? ou à l'inverse, vous êtes plutôt optimiste ?

[Possibilité de rediscuter sur la question des enjeux locaux si nécessaire, de ce qu'il faudrait faire et de "qui" serait en mesure de faire]

II) **ENGAGEMENT** (associatif, partisan, syndical...) et **PARTICIPATION**

Maintenant, comme je vous le disais, j'ai quelques questions qui portent sur **l'engagement** et sur la participation des enquêtés.

- D'abord, une première question : **vous, personnellement, vous participez (ou vous avez déjà participé) aux activités d'une ou de plusieurs associations?**
- Associations sportives/associations de parents d'élèves/associations de locataires/associations caritatives ?
- Vous vous êtes déjà engagés dans un parti ? dans une organisation syndicale ?

[Si oui]

- **Comment est-ce que vous avez connu ces organisations ?** Comment est-ce que vous vous y êtes engagé(e) (et quand ?) Où se déroulent les activités de ces organisations ?

[si non] quelque chose que vous n'avez jamais envisagé ? jamais eu l'opportunité ? (ou qq chose que vous avez refusé?) C'est quelque chose qui ne vous intéresse pas trop ?

Sur la "politique" en général (plus que sur les partis) :

- d'abord, première question très générale : c'est quoi la politique pour vous ?
- Vous diriez que vous êtes quelqu'un de plutôt **intéressé.e par la politique** ? (essayer de voir ce à quoi ça renvoie pour l'enquêté) ? C'est quoi qui vous intéresse dans la politique ? / OU qu'est-ce qui fait que vous ne vous y intéressez pas ?
- Et la "**politique locale**" en particulier ? c'est quelque chose qui vous intéresse ? oui/non/pas du tout ? [les faire développer, quels aspects vous intéressent]

Et vous, personnellement, vous connaissez des élus ? Si oui, lesquels ? A quelles occasions vous les avez rencontrés/vous les rencontrez ?

En lien avec tout ça, j'avais quelques questions sur le vote et sur la participation électorale (je vous rassure, je ne vais pas vous demander pour qui vous votez, mais plutôt si vous votez ou pas).

- vous êtes inscrit sur les listes électorales ? (où?)
- en général, vous allez voter ?
- pour toutes les élections ? (européennes ? municipales ? présidentielles ? législatives ? départementales ? régionales ?)

- Autre question qui nous intéresse, savoir un peu si vous vous intéressez un peu à l'actualité ? et notamment à l'actualité locale ?
- Et si ces questions vous intéressent : comment est-ce que vous vous informez ? Vous regardez le JT/la télévision ? les journaux papier ? ou via internet ? les réseaux sociaux ? les sites internet de journaux ?

III) REPRÉSENTATIONS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET ASPIRATIONS

J'avais maintenant une toute dernière série de questions sur la façon dont vous percevez la société française et la façon dont vous percevez votre propre situation et vos aspirations.

- Première question : **sur la société française**

Questions de l'auto-positionnement social

[le but de cette question : c'est de réussir à saisir comment est-ce que l'individu se représente le monde social et sa propre position dans le monde social]

si l'on imagine que la France d'aujourd'hui est une « corps humain » vous seriez quel « organe » ? quel partie du corps ? (les mains, l'estomac, le cerveau, la colonne vertébrales ?) Pourquoi ?

[Questions pour compléter, notamment si l'enquêté ne se sent pas à l'aise pour répondre à la première option] Est-ce que vous diriez que la société française, c'est une société "hiérarchisée" ? ou bien "segmentée" ? voire "fragmentée" ? => Et vous, personnellement, vous avez l'impression d'être positionné(e) où dans cette société ? dans quel segment ? Qu'est-ce qui selon vous fait que l'on appartient à ce même groupe/segment ? qu'est-ce qui vous différencie des autres...)

Et finalement : vous, vous diriez que vous êtes **satisfait de votre "situation"** (et de votre position dans la société) ?

- **[RECONNAISSANCE** - Les questions suivantes visent à essayer de saisir dans quel espace (ou quels espaces) ils se sentent le + reconnus]

- *[en partant de ce qui a été dit dans le reste de l'entretien, voir sur quel angle focaliser la question - pour les retraités => possibilité aussi de poser la question "au passé"]* "si j'ai bien suivi, vous êtes quelqu'un de très

engagé dans son travail/dans votre famille/dans le monde associatif/localement. Et vous avez la sensation d'être reconnu ? (pour votre engagement /pour votre travail...) ?"

- Par quoi ça se traduit ? en pratique ? en concrètement ?
- **[Pour ceux qui travaillent - Niveau de vie et situation professionnelle]** - Dans le milieu professionnel/dans le monde du travail, par exemple : vous trouvez que votre **situation actuelle vous convient** ? En terme de salaire par exemple, **vous trouvez que vous gagnez ce que vous méritez** ? ou que **vous mériteriez plus** ? (si décalage : du fait de vos compétences? de vos efforts ? par rapport à vos collègues ?)

Et en termes de logement : **vous êtes plutôt satisfait.e** ? ou vous aimeriez voir certaines choses s'améliorer ?

- **[avant-dernière petite série de question] Quelques questions sur l'avenir :**

- **Où est-ce que vous vous voyez dans 5 ans ?**

Vous vous imaginez dans le même travail//dans quel travail ? dans la même ville ? (c'est le plus probable? et idéalement ?) [*pour les plus jeunes : vie de famille?*] Vous êtes plutôt optimiste ? pessimiste ? Vous pensez que votre situation elle va s'améliorer? ou se dégrader ?

- **[Pour ceux qui ont des enfants]** : Et vous imaginez quoi pour vos enfants ? Vous êtes plutôt optimistes pour eux ? pessimistes ?

- Que faudrait-il faire à votre avis pour améliorer votre situation ou celle de vos proches? pour assurer votre avenir ?

Annexe 3. Notre enquête par cohorte : une méthodologie plurielle et innovante

La **méthodologie** engagée est plurielle, mêlant méthodes **quantitative** et **qualitative**. À ce jour, cette méthodologie repose sur quatre dimensions :
(1) des entretiens qualitatifs répétés annuellement des lycéens passés par le dispositif;
(2) la réalisation de *focus groups* filmés;
(3) la réalisation de cartographies participatives par les enquêtés.e.s.

(1) Des entretiens qualitatifs des lycéens passés par le dispositif

Notre méthodologie repose, d'une part, sur des entretiens qualitatifs répétés annuellement avec une trentaine de lycéens passés par le dispositif. Nous prévoyons la réalisation de deux entretiens par an. La première vague d'entretiens a débuté en mars 2018 et la seconde a eu lieu en octobre-novembre de cette même année. Par la suite, nous prévoyons de continuer à réaliser deux entretiens par an. Parallèlement, nous avons débuté en novembre une nouvelle vague d'entretiens avec une dizaine d'élèves nouvellement entrés dans le dispositif.

Lors de la première vague, qui faisait office de test, nous avons conduit des entretiens individualisés auprès de 15 jeunes (voir encadré ci-dessous).

Présentation des enquêtés de la première vague

Cette première année de l'enquête nous a amenés à travailler de façon individualisée avec 15 jeunes inscrits ou passés dans le dispositif PEI du lycée Saint-Exupéry. Parmi, eux 5 filles et 10 garçons qui avaient alors entre 16 et 23 ans:

- 1 élève de 1^{ère} (dans le dispositif PEI) ;
- 7 élèves de Terminale (dont deux sont sortis du dispositif, 5 ont suivi le dispositif toute l'année et trois intégreront Sciences Po à la rentrée 2018-2019)
- 7 élèves passés par le dispositif PEI et désormais à Sciences Po (2 en deuxième année et 5 en 1^{ère} année – à souligner que sur les cinq étudiants entrés en 2018 une seule a réussi son année sans rattrapage et deux redoublent).

Malgré des différences socio-économiques non négligeables, la grande majorité des ces jeunes sont issus de milieux populaires et appartiennent aux minorités ethniques : dans la majorité des cas, leurs parents appartiennent aux catégories socio-professionnelles des ouvriers et des employés et sont souvent nés dans un pays d'Afrique*.

*L'analyse des entretiens est encore en cours, nous empêchant pour l'instant plus de précisions.

La première vague d'entretiens a été l'occasion de travailler sur les profils de ces jeunes et de leur famille, mais aussi de commencer à saisir leur rapport à leur territoire de résidence (les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille) et aux institutions publiques (notamment à l'école). Elle nous a également permis d'interroger les dispositions que le dispositif IEP El pouvait favoriser (pour le détail de la grille d'entretien de la vague 1, voir Annexe n°1).

(2) Des focus groups filmés : une méthode complémentaire aux entretiens individuels

Notre dispositif d'enquête comprend la réalisation de plusieurs *focus groups* annuels. Depuis le début du projet, deux focus groups ont déjà été réalisés (le premier en juillet 2018 et le second en décembre 2018).

L'intérêt de cette méthode est de faire réfléchir les lycéens et les étudiants collectivement à des aspects qu'ils ont abordés individuellement en entretien. En fonction des *focus groups*, le public pourra évoluer et intégrer une population mixée d'étudiants, de lycéens, d'actifs tous passés à un moment de leur trajectoire scolaire par le dispositif PEI.

Par exemple, en juillet 2018, nous avons réalisé un *focus group* expérimental de 3h avec 6 lycéens avec lesquels nous avons préalablement mené des entretiens individuels. Nous avons travaillé sur les enjeux liés à l'action des pouvoirs publics sur leur territoire de résidence en partant des premiers résultats issus des entretiens. En particulier la question n°21 de l'entretien - « **Là où vous vivez, quels devraient être selon vous les grands domaines que les pouvoirs publics devraient cibler ?** ».

Chaque enquêté pouvait donner trois réponses¹¹. Sur les 15 répondants, 12 ont ainsi priorisé « l'école et la formation des jeunes », 9 ont priorisé « La culture et les loisirs » et 7 « les transports, le stationnement et la circulation ». C'est donc autour de ces 3 thèmes que nous avons organisé notre *focus group*, afin de saisir ce que ces jeunes mettaient derrière ces termes, les difficultés dont eux ou des proches avaient pu faire l'expérience et ce qu'ils estimaient être en droit d'attendre des pouvoirs publics dans ces domaines. L'intérêt des focus group réside ici dans la possibilité de confronter les représentations individuelles au collectif.

Cette séance a ainsi donné lieu à de multiples débats entre les lycéens : sur le rôle qui pouvait être celui des parents dans la revendication de moyens pour l'école, les inégalités entre les lycéens notamment révélées à eux via Parcoursup ; le rôle joué par les infrastructures des transports (notamment l'absence de transports) sur leurs pratiques, notamment

¹¹ Pour répondre à cette question, onze réponses étaient proposées : le logement ; l'école et la formation des jeunes, la sécurité ; l'offre de santé, les transports, la circulation et le stationnement ; la culture et les loisirs ; le développement des réseaux de téléphonie mobile et d'internet ; l'offre de commerces ; l'installation des entreprises ; l'emploi. Il était également possible de proposer une réponse en dehors de ces choix.

culturelles. Ce focus group a permis de travailler sur la diversité des rapports aux quartiers Nord (entre attachement/ressource et stigmatisme/enfermement). Il a aussi invité à creuser la diversité des rapports au territoire de ces jeunes.

Plusieurs temps ont été organisés :

Temps 1 – **Mobilité dans la ville et ailleurs** : travail individuel sur les cartes pour représenter leurs mobilités dans le 15-16^{ème}, dans Marseille et plus largement sur le territoire d'Aix-Métropole. La légende a été construite de manière individuelle en partant des endroits dans lesquels ces derniers estimaient aller régulièrement et ceux dans lesquels ils n'étaient jamais allés. Progressivement, il leur a été demandé de préciser les « raisons » / « motifs » de ces mobilités, non mobilités en utilisant leurs propres vocabulaires. Les cartes individuelles pourront être commentées collectivement lors d'un prochain *focus group*.

Temps 2 – **La culture et les loisirs**

Temps 3 – **Se déplacer dans la ville et ailleurs**

Temps 4 – **L'école et la formation** – retour sur l'expérience de Parcoursup

Le second *focus group* a été réalisé le 12 décembre 2018. Les six élèves du Lycée Saint Exupéry réunis à cette occasion ont débattu autour des questions suivantes :

Temps 1 – **Cartographie participative** (travail individuel sur les cartes pour représenter leurs mobilités dans le 15-16^{ème}, dans Marseille et plus largement sur le territoire d'Aix-Métropole)

Temps 2 – **Quelles priorités pour l'action publique ? Mobilités, insécurité, école et formation**

Temps 3 – **Être scolarisé dans un lycée ZEP + : opportunités et difficultés**

(3) la réalisation de cartographies participatives par les enquêtés.e.s.

En juillet et décembre 2018, deux premières expérimentations ont été menées sur les itinéraires de mobilité de six lycéens dans les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille et dans la métropole Aix-Marseille. À terme, des dispositifs similaires pourraient être mis en œuvre sur d'autres territoires de la Région.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 – Les taux de pauvreté des 6 territoires de l'enquête.....	16
figure 2 - Categorisation des territoires en fonction de leurs réalités socio-économiques, passées et présentes	17
Figure 3 - Les cartes réalisées par Jibril, lycéen de Saint Exupéry, 18 ans et résidant dans le 1 ^{5ème} arrondissement.....	39
Figure 4 - Les cartes réalisées par Leïla, étudiante en deuxième année à Sciencespo Aix	43
Figure 5 - Les cartes réalisées par Imran, étudiant en première année à Sciencepo Aix.....	44
Tableau 1 - Qualification du lieu de résidence dans les territoires les plus défavorisés du panel (N=17)	19
Tableau 2 - Avis sur la présence des pouvoirs publics dans les territoires les plus défavorisés du panel (N=16)	19
Tableau 3 – Individus souhaitant déménager dans les territoires les plus défavorisés du panel (N=17)	20
Tableau 4 - Avis sur le cadre de vie dans les territoires les plus favorisés du panel (N=14)	20
Tableau 5 - Qualification du lieu de résidence dans les territoires les plus favorisés du panel (N=14)	20
Tableau 6 - Avis sur la présence des pouvoirs publics dans les territoires les plus favorisés du panel (N=12)	20
Tableau 7 - Individus souhaitant déménager dans les territoires les plus favorisés du panel (N=14)	20
Tableau 8 – Françoise et Dominique : à statut social équivalent, des rapports au territoire différenciés.....	24
Tableau 9 - Attachement au quartier	26
Tableau 10 – Attachement à la ville.....	26
Tableau 11 – Attachement à la région.....	26
Tableau 12 - Taux de confiance dans les institutions : Conseil régional (Q11) et Mairie (Q8)	29

TABLE DES MATIERES

SYNTHÈSE	5
PRÉALABLE POURQUOI ET COMMENT ÉTUDIER LES REPRÉSENTATIONS ?	8
LES PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES DU BAROMÈTRES DES VALEURS ET DES REPRÉSENTATIONS : UN BAROMÈTRE EXPÉRIMENTAL ET PARTICIPATIF	10
AU CŒUR DU PROGRAMME “BAROMÈTRE” - LA SOCIO-SPATIALISATION DES CONDITIONS D’EXPÉRIENCE ET DE JUGEMENT DU MONDE VÉCU	13
I LES REPRÉSENTATIONS DU TERRITOIRE : DES DESCRIPTIONS OBJECTIVES AUX PERCEPTIONS SUBJECTIVES	15
A DES TERRITOIRES MESURÉS AUX TERRITOIRES VÉCUS	15
1. SITES ENQUÊTÉS ET INDICATEURS DYNAMIQUES DES TERRITOIRES	15
2. DES CORRESPONDANCES ENTRE TERRITOIRES MESURÉS ET PERCEPTIONS SUBJECTIVES	18
3. QUAND LE TERRITOIRE MESURÉ ENTRE EN DISSONANCES AVEC LES PERCEPTIONS DES ENQUÊTÉS	21
a. Un territoire défavorisé que l’on ne veut pas quitter	21
b. Un territoire ultra-favorisé que l’on déprécie	22
c. Être attaché à un territoire que l’on critique	22
d. Les vertus analytiques du « territoire vécu »	23
4. LA RÉGION, TERRITOIRE MÉCONNU, CONCURRENCÉ MAIS CADRE DE L’ACTION PUBLIQUE	25
B MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES REPRÉSENTATIONS SUBJECTIVES : QUELQUES CLÉS D’ANALYSE	30
1. UNE VARIABLE GÉNÉRATIONNELLE MISE EN QUESTION PAR LA COHORTE	30
2. ÊTRE/SE SENTIR EN MARGE D’UN TERRITOIRE OU À CHEVAL SUR PLUSIEURS ESPACES	31
3. QUAND LE GENRE ENTRE EN JEU	32
4. LES EXPÉRIENCES PRATIQUES D’AUTRES TERRITOIRES	32
5. DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS ET ASSIGNATION TERRITORIALE	33
6. MOBILITÉS ET MICRO-MOBILITÉS RÉSIDENTIELLES ET SOCIALES	33
7. SOCIABILITÉS, RESSOURCES DU PROCHE ET AUTOCHTONIE	34
II QUAND LE TERRITOIRE DEVIENT UN MARQUEUR D’IDENTIFICATION	35
A CONSTRUCTION DE SOI ET (NON) APPROPRIATION DU TERRITOIRE ET DE SON IMAGE	35
1. LES EXPÉRIENCES DE « CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE » - CE QUE LE TRAVAIL SUR LA MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE RENSEIGNE EN MATIÈRE D’IDENTIFICATION AU TERRITOIRE	38
a. Quand le territoire s’efface derrière les réseaux de sociabilités familiale et amicale: Leïla, 19 ans, étudiante en deuxième année à Sciencespo-Aix	41

b. Quand les lieux stigmatisent : se démarquer des quartiers nord pour exister ailleurs, Imran, 22 ans, 15ème arrondissement de Marseille, étudiant en première année à Sciencespo-Aix	44
2. EVITER LE TERRITOIRE POUR POUVOIR EXISTER.....	46
3. S'INVESTIR DANS LE TERRITOIRE ET ACCEPTER DE PORTER LA PAROLE DES "QUARTIERS NORDS" : QUAND LES DISPOSITIFS DE DISCRIMINATIONS IMPOSENT LE TERRITOIRE COMME MARQUEUR D'IDENTIFICATION.....	47
4. S'ACCOMMODER DU TERRITOIRE, "PAR NÉCESSITÉ"	49
5. LE TERRITOIRE COMME RESSOURCE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE : VIVRE DANS UN ÎLOT PRIVILÉGIÉ.....	50
6. QUAND L'ATTACHEMENT AU TERRITOIRE EST VÉCU COMME LE RÉSULTAT D'UNE OPPORTUNITÉ OU ENCORE D'UN CALCUL	52

B DES DYNAMIQUES D'IDENTIFICATION SOUS CONTRAINTES : CAPITAL D'AUTOCHTONIE, TRANSFUGES SOCIAUX ET POIDS DES MICRO-MOBILITÉS.....	53
1. LE CAPITAL AUTOCHTONIE ENTRE RESSOURCES ET CAPTIVITÉ	53
2. PASSER LES FRONTIÈRES SOCIALES : L'EFFET BOOMERANG DU TERRITOIRE COMME MARQUEUR D'IDENTIFICATION.....	57
3. LE POIDS DES MICRO-MOBILITÉS.....	58

<u>CONCLUSION.....</u>	63
-------------------------------	-----------

<u>ANNEXES.....</u>	67
----------------------------	-----------

ANNEXE 1. GRILLE D'ENTRETIENS PANÉLISÉS (VAGUE N°1)	68
ANNEXE 2. GRILLE D'ENTRETIENS PANÉLISÉS (VAGUE N°2)	79
ANNEXE 3. NOTRE ENQUÊTE PAR COHORTE : UNE MÉTHODOLOGIE PLURIELLE ET INNOVANTE	86

<u>TABLE DES ILLUSTRATIONS</u>	89
---	-----------

<u>TABLE DES ILLUSTRATIONS</u>	89
---	-----------

<u>TABLE DES MATIÈRES</u>	90
--	-----------

Le Partenariat entre la Région et les Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche

La Région dispose d'un socle de recherche et de formation en sciences humaines et sociales solides et de qualité qui représente un important potentiel de connaissance du territoire régional. Rappelons que d'après Méditerranée Technologie, la région comptabilise en effet 68 500 étudiants, 9 écoles doctorales, 83 structures universitaires de recherche, 800 chercheurs issues de structures notées A et A+ par l'AERES. Ce creuset est susceptible d'alimenter la réflexion des différents acteurs de la région, de contribuer à la mise en débat de ses problématiques socio-économiques et de constituer une aide à la décision publique. La présence de ces formations et de ces laboratoires en sciences humaines et sociales constitue également un atout pour le développement économique, fondé sur l'innovation la formation de haut niveau et l'interdisciplinarité des avois.

Afin de valoriser ce milieu d'expertise et de le mettre au service des politiques régionales, la Région met en œuvre depuis 2015, un partenariat avec les cinq Universités de la Région et Science Po Aix.

